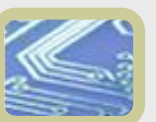
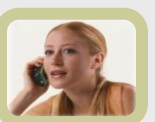
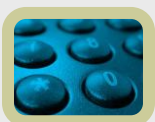
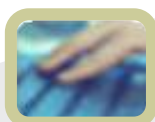




Présentation des comptes annuels

2009

Comptes consolidés & Comptes sociaux
de l'exercice clos le 31 décembre 2009



Contact actionnaires :
actionnaires@newtech.fr

Siège social :
3 chemin du Pigeonnier de la Cépière
31081 Toulouse Cedex

Adresse postale :
3 chemin du Pigeonnier de la Cépière
BP 53575
31035 Toulouse Cedex 1

Téléphone : 05 61 43 20 20
Télécopie : 05 61 43 20 21
E-mail : newtech@newtech.fr
<http://www.newtech.fr/>

1.1.	LE MOT DU PRESIDENT	3
2.	CHAPITRE 1 : COMPTES CONSOLIDES DU GROUPE NEWTECH INTERACTIVE.....	4
2.1.	RAPPORT DU GROUPE PRESENTE PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE DU 25 NOVEMBRE 2010	4
2.1.1.	<i>Périmètre de consolidation</i>	4
2.1.2.	<i>Principes comptables – Méthodes d'évaluation.....</i>	5
2.1.3.	<i>Chiffres clés de l'exercice clos le 31 décembre 2009.....</i>	5
2.1.4.	<i>Activité du Groupe au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2009.....</i>	6
2.1.5.	<i>Evolution prévisible et perspectives d'avenir du Groupe.....</i>	6
2.1.6.	<i>Evénements importants survenus depuis la clôture de l'exercice</i>	7
2.1.7.	<i>Activité du Groupe en matière de recherche et développement</i>	8
2.2.	RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL ET LE CONTROLE INTERNE	9
2.2.1.	<i>Conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil.....</i>	9
2.2.2.	<i>Procédures de contrôle interne mises en place par la société</i>	13
2.3.	BILAN ACTIF CONSOLIDE	19
2.4.	BILAN PASSIF CONSOLIDE	20
2.5.	COMPTE DE RESULTAT (PREMIERE PARTIE).....	21
2.6.	COMPTE DE RESULTAT (DEUXIEME PARTIE)	22
2.7.	TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE	23
2.8.	DOCUMENTS ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES	24
2.8.1.	<i>Faits significatifs de l'exercice</i>	24
2.8.2.	<i>Evénements postérieurs à la clôture</i>	25
2.8.3.	<i>Principes comptables – Méthodes de consolidation.....</i>	26
2.8.4.	<i>Commentaires des postes du bilan et du compte de résultat.....</i>	32
2.8.5.	<i>Renseignements divers.....</i>	41
3.	CHAPITRE 2 : COMPTE SOCIAUX GROUPE NEWTECH INTERACTIVE ..	43
3.1.	RAPPORT PRESENTE PAR LE CONSEIL D 'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE DU 25 NOVEMBRE 2010.	43
3.1.1.	<i>Activité de la Société et faits marquants durant l'exercice clos le 31 décembre 2009.....</i>	43
3.1.2.	<i>Evolution prévisible et perspectives d'avenir.....</i>	44
3.1.3.	<i>Situation Financière et analyse de l'endettement.</i>	44
3.1.4.	<i>Informations sur les délais de paiement fournisseurs.</i>	45
3.1.5.	<i>Evénements importants survenus depuis la clôture de l'exercice</i>	45
3.1.6.	<i>Filiales et participations</i>	46
3.1.7.	<i>Prises de participations et prises de contrôle - Cessions.....</i>	50
3.1.8.	<i>Renseignements relatifs à la répartition du capital social.....</i>	50
3.1.9.	<i>Participation des salariés au capital</i>	51
3.1.10.	<i>Examen des comptes et résultats.....</i>	51
3.1.11.	<i>Administration et contrôle de la société.....</i>	53
3.1.12.	<i>Renseignements concernant les mandataires sociaux.....</i>	55
3.1.13.	<i>Rémunérations et avantages reçus par les mandataires sociaux</i>	56
3.1.14.	<i>Informations relatives aux BCE :.....</i>	56
3.1.15.	<i>Informations relatives aux actions gratuites:.....</i>	56
3.2.	RESULTATS (ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES) DE LA SOCIETE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES	57
3.3.	BILAN ACTIF	58
3.4.	BILAN PASSIF.....	59
3.5.	COMPTE DE RESULTAT EN LISTE (PREMIERE PARTIE)	60
3.6.	COMPTE DE RESULTAT EN LISTE (DEUXIEME PARTIE).....	61
3.7.	ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT	61
3.7.1.	<i>Faits significatifs de l'exercice</i>	61
3.7.2.	<i>Événements postérieurs à la clôture</i>	62
3.7.3.	<i>Règles et méthodes comptables.....</i>	64
3.7.4.	<i>Renseignements divers.....</i>	67

1.1.Le mot du Président

Madame, Monsieur,
Cher (e) Actionnaire,

L'année 2009 a été une année à la fois difficile et riche en événements qui obligent Newtech Interactive à se repositionner sur un marché de plus en plus concurrentiel.

Dans une conjoncture économique dégradée, le Groupe a été dans l'obligation de renégocier ses conditions avec les opérateurs télécoms et de fermer ou de céder les activités peu ou pas rentables.

Si la dégradation du contexte économique, entamée fin 2008, a perduré le premier semestre, les mesures prises ont permis d'atténuer les pertes du deuxième semestre.

Les fondamentaux du Groupe, tant financiers que sociaux, ont malgré tout été préservés. De nouveaux services ont été mis en exploitation et le parc clients qui nous font confiance n'a cessé de croître.

Dans ce contexte de plus en plus compétitif, une restructuration significative a été mise en oeuvre à partir du mois de juin 2010. Cette restructuration, visant à éviter des difficultés économiques durables et présentant de nouvelles perspectives de profitabilité, doit permettre au Groupe de se recentrer sur son métier stratégique d'opérateur télécom.

Enfin, lors de l'Assemblée Générale du 28 décembre 2009, les actionnaires ont approuvé la décision de procéder à la radiation de la Société du Marché Libre dans le cadre de la procédure exceptionnelle mise en place par NYSE Euronext.

Je serai ravi de répondre à l'ensemble de vos questions lors de la prochaine Assemblée Générale qui se tiendra le 25 novembre 2010 au Siège Social de notre société.

En vous remerciant pour votre présence, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, Cher(e) Actionnaire nos sentiments respectueux.

Eric LABARBARIE
Président du Conseil d'Administration

2. Chapitre 1 : comptes consolidés du Groupe Newtech Interactive

2.1.Rapport du Groupe présenté par le Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale du 25 novembre 2010

Mesdames, Messieurs,

Nous vous présentons les comptes consolidés du Groupe dont notre société est la société mère.

2.1.1.Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation du Groupe Newtech Interactive a évolué depuis l'exercice précédent :

- Entrées de périmètre : Newtech Online, Newtech Africa Togo et Newtech Afrik Bénin,
- Sortie de périmètre : Easy Mobile dans laquelle notre société détenait 51% du capital.

Le périmètre de consolidation comprenait ainsi à la date de clôture du dernier exercice, notre société qui est la société consolidante et 9 filiales :

- Helios Service, dans laquelle notre société détient 100 % du capital,
- M Target, dans laquelle notre société détient 100 % du capital,
- Wonderland, dans laquelle notre société détient 100 % du capital,
- Lineatel, dans laquelle notre société détient 51% du capital,
- Newtech Multimedia Iberia, dans laquelle notre société détient 55% du capital,
- Netamerica, dans laquelle notre société détient 90% du capital,
- Newtech Online dans laquelle notre société détient 99,97% du capital,
- Newtech Africa Togo, dans laquelle notre société détient 40% du capital
- Newtech Afrik Bénin, dans laquelle notre société détient 35% du capital.

La société Newtech Africa Togo avait été constituée au cours de l'exercice précédent. Cette filiale avait été exclue du périmètre de consolidation 2008 en raison du caractère non significatif de son activité.

Les sociétés Newtech Online et Newtech Afrik Bénin ont été constituées au cours de l'exercice 2009.

Les sociétés Newtech Afrik Cameroun (35% de détention du capital), Newtech Afrik CI (35% de détention du capital) et Newtech Afrik Togo (35% de détention du capital) ont été constituées au cours de l'exercice. En raison du caractère non significatif de l'activité de ces sociétés en 2009, ces filiales ont été exclues du périmètre de consolidation.

La dissolution par liquidation de la société Easy Mobile a été clôturée en décembre 2009. Par conséquent, cette société n'est plus comprise dans le périmètre de consolidation de l'exercice.

Des évènements significatifs sont survenus courant 2010. Se reporter au § 2.1.6 pour l'analyse des impacts sur le périmètre de consolidation.

2.1.2.Principes comptables – Méthodes d'évaluation

Les comptes qui vous sont présentés ont été établis selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes.

Un rappel des comptes de l'exercice précédent est fourni à titre comparatif.

Nous vous informons que les comptes sociaux de chaque société du Groupe ont été établis conformément à la réglementation en vigueur.

Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence.

La méthode de base retenue est celle du coût historique.

Les comptes consolidés du groupe Newtech Interactive sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en France et au règlement CRC n°99-02 homologué par arrêté du 22 juin 1999.

2.1.3.Chiffres clés de l'exercice clos le 31 décembre 2009

Au 31 décembre 2009, le chiffre d'affaires consolidé s'établit à 26 667 513 euros contre 24 412 702 euros soit une hausse de 9,2%.

Le total des produits d'exploitation s'élève à 26 860 079 euros contre 24 981 857 euros pour l'exercice précédent.

Les achats consommés s'élèvent à 22 611 423 euros contre 20 239 741 euros pour l'exercice précédent.

Les impôts, taxes et versements assimilés s'élèvent à 260 818 euros contre 284 956 euros pour l'exercice précédent.

Le montant des charges de personnel du Groupe s'élève à 3 763 363 euros contre 3 730 106 euros pour l'exercice précédent.

Les dotations aux amortissements et provisions se sont élevées à 596 790 euros contre 554 752 euros pour l'exercice précédent.

Les charges d'exploitation de l'exercice ont atteint au total 27 320 683 euros contre 24 895 464 euros pour l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation consolidé ressort en perte pour l'exercice à 460 604 euros, contre un bénéfice d'exploitation de 86 393 euros pour l'exercice précédent.

Le montant consolidé des produits financiers s'élève à 22 312 euros et celui des charges financières à 63 769 euros. Le résultat financier consolidé est une perte de 41 457 euros contre une perte de 100 994 euros pour l'exercice précédent.

Le résultat courant consolidé avant impôt s'établit à -502 061 euros contre -14 601 euros pour l'exercice précédent.

Le résultat exceptionnel consolidé s'établit à -98 304 euros contre -216 487 euros pour l'exercice précédent.

Après prise en compte de l'effet d'impôt et de la quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence, le résultat net consolidé du groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2009 se traduit par une perte de 715 122 euros, contre une perte de 348 258 euros pour l'exercice précédent.

2.1.4. Activité du Groupe au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2009

L'exercice clos au 31 décembre 2009 se caractérise par une augmentation du chiffre d'affaires de 9,2 % qui s'établit à 26,67 M€ et une perte d'exploitation de 0,46 M€. La dégradation du contexte économique amorcée fin 2008 a perduré au cours du premier semestre 2009. Le second semestre de l'exercice est marqué par une amélioration progressive de l'activité.

Les fondamentaux du Groupe, tant financiers que sociaux, ont malgré tout été préservés avec une activité morose pour la majeure partie de l'exercice. La structure financière reste saine et le taux d'endettement a continué à décroître pour s'établir à 3 % du chiffre d'affaires au 31 décembre 2009.

En réaction à la crise économique impactant sensiblement l'activité, le Groupe a poursuivi ses actions d'amélioration de rentabilité des produits en complément d'une politique volontariste de réduction des coûts de fonctionnement. La poursuite de ces objectifs s'est notamment traduite par la cession du pôle astrologie / voyance dont la rentabilité était insuffisante depuis de nombreuses années et par la fermeture de l'établissement en charge de la hotline désormais externalisée.

L'évolution de l'offre BtoC et BtoBtoC, tant au niveau technologique que commercial, a été accentuée afin de conserver un positionnement de leader sur ce marché. L'offre BtoB a poursuivi sa croissance pour représenter 21,5 % du chiffre d'affaires du Groupe sur l'exercice clos au 31 décembre 2009.

Le développement des activités de Newtech à l'international a été également mis en œuvre. Le Groupe a déployé son offre sur les pays les plus significatifs d'Amérique Latine et le développement des filiales africaines est amorcé. La contribution positive liée à ces relais de croissance était attendue courant 2010.

Des évènements significatifs sont survenus courant 2010. Se reporter au § 2.1.6.

2.1.5. Evolution prévisible et perspectives d'avenir du Groupe

L'optimisation de la rentabilité des produits du Groupe avec une structure de coûts maîtrisée et flexible constituait un axe essentiel pour l'exercice 2010. L'enrichissement de l'offre du

Groupe avec des nouveaux produits intégrant les dernières évolutions technologiques et répondant aux exigences du marché devait être normalement un levier de croissance pour l'exercice à venir. Enfin, le développement commercial à l'international était amorcé et devait poursuivre sa croissance en 2010.

Toutefois, des événements significatifs intervenus en 2010 ont remis en cause les perspectives évoquées ci-dessus et ont conduit à une restructuration devant permettre au Groupe de se recentrer sur son activité stratégique d'opérateur télécom. Se reporter au § 2.1.6. ci-dessous.

Par ailleurs, l'Assemblée générale ordinaire du 28 décembre 2009 a approuvé la décision de procéder au retrait de la société Newtech Interactive de la cote du marché libre dans le cadre de la procédure exceptionnelle de radiation du marché libre mise en place par NYSE Euronext. Conformément à cette procédure de retrait de la cote du marché libre, la radiation effective des titres de la société Newtech Interactive est intervenue au 1^{er} juillet 2010.

2.1.6. Evénements importants survenus depuis la clôture de l'exercice

Le Conseil d'administration de la société Newtech Interactive a arrêté les comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2009 dans sa séance du 3 mai 2010. Compte tenu d'événements postérieurs significatifs survenus en juin 2010, ce même conseil a décidé le 21 juin 2010 de demander le report de l'assemblée générale prévue initialement le 29 juin 2010. Dans ses séances du 5 juillet 2010 et du 30 juillet 2010, le conseil a pris la décision d'arrêter l'activité SMS et de céder des actifs non stratégiques afin de se recentrer sur son activité d'opérateur Telecom. Cette décision a été motivée par une baisse significative des trafics SMS à compter de mai 2010.

Les cessions d'actifs réalisés ont été les suivantes :

- Cession des titres et des comptes courants des sociétés filiales africaines (NEWTECH AFRICA TOGO, NEWTECH AFRIK TOGO, NEWTECH AFRIK BENIN, NEWTECH GLOBAL INTERACTIVE LTD, NEWTECH AFRICA LIMITED, NEWTECH AFRIK RDC, NEWTECH AFRIK RC, NEWTECH AFRIK CI, NEWTECH AFRIK CAMEROUN, NEWTECH AFRIK GHANA) à la société M TARGET au 6 juillet 2010 ;
- Cession des titres de la société M TARGET au 1er août 2010 à deux cadres de la société Newtech Interactive licenciés en juillet 2010. Cette cession s'est accompagnée d'une reprise de 6 salariés au sein de la société M Target ;
- Cession des titres des sociétés NEWTECH ONLINE et NETAMERICA au 14 juillet 2010 à la société DIGITAL MEDIA SYNERGIES SL assortie d'un abandon de créances au profit de NETAMERICA ;
- Cession de l'activité Voyance Web au 14 juillet 2010 à la société DIGITAL MEDIA SYNERGIES SL ;
- Cession de la branche d'activité Web dating au 1^{er} août 2010 à la société SALAMANDRA.

Par ailleurs, Le conseil d'administration a autorisé un abandon de créances avec clause de retour à meilleure fortune au profit de LINEATEL. Des négociations sont en cours pour la cession future d'actifs comme le fonds de commerce ALLOKIDS.

Un plan de restructuration devant permettre au Groupe de se recentrer sur ses activités stratégiques d'opérateur Telecom a été déployé. Ce plan s'est notamment traduit par la réalisation d'un licenciement collectif pour motif économique de 17 salariés et des licenciements individuels de 11 autres salariés.

Le coût de la restructuration qui impactera les comptes de l'exercice 2010 a été estimé à un montant de l'ordre de 690 K€. Cette charge est principalement constituée du coût de sortie du personnel licencié.

Cette restructuration visant à éviter des difficultés économiques durables et présentant de nouvelles perspectives de profitabilité, la continuité d'exploitation n'est pas remise en cause à ce jour.

Les cessions d'actifs opérées en 2010 n'affectent pas de façon significative les estimations retenues pour l'établissement des comptes consolidés arrêtés en conseil d'administration en date du 3 mai 2010. Le périmètre de consolidation sera sensiblement modifié en 2010 avec :

- La sortie au 1^{er} août 2010 des trois entités entrées en 2009 que sont NEWTECH ONLINE, NEWTECH AFRICA TOGO et NEWTECH AFRIK BENIN,
- La sortie au 1^{er} août 2010 de M TARGET et NETAMERICA.

2.1.7. Activité du Groupe en matière de recherche et développement

L'activité Recherche et Développement pour l'année 2009 est caractérisée par le lancement des études liées aux nouvelles technologies permettant le développement d'applications destinées à l'internet mobile et notamment compatibles avec le système utilisé par l'Iphone.

Le Conseil d'Administration

2.2.Rapport du Président du conseil d'administration sur le fonctionnement du conseil et le contrôle interne

Madame, Monsieur, les actionnaires,

En application des dispositions de l'article L.225- 37 alinéa 6 du Code de Commerce, j'ai l'honneur de vous rendre compte aux termes du présent rapport des conditions de préparation et d'organisation des travaux de votre Conseil d'Administration ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par la société.

2.2.1.Conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil

2.2.1.1.Répartition du capital social (nombre de voix)

Le capital de la société est détenu à :

- 22,96 % par Monsieur René CARRILLO
- 25,08 % par Monsieur Eric LABARBARIE

Le pourcentage restant soit 51,96 % est détenu par divers actionnaires ne dépassant pas 20% individuellement.

2.2.1.2.Composition du conseil

Le Conseil d'Administration est à ce jour composé de trois membres. Conformément aux dispositions statutaires, les administrateurs sont nommés par l'Assemblée Générale des actionnaires pour une durée de 6 années. Ils sont propriétaires d'une action au moins.

Les administrateurs désignent parmi leurs membres un Président, personne physique, en charge de l'organisation et de la direction des travaux du Conseil d'Administration dont il doit rendre compte à l'assemblée des actionnaires. Le Président doit également veiller au bon fonctionnement des organes de la société.

Les membres du conseil d'administration sont :

Monsieur Eric LABARBARIE, Président Directeur Général

Celui-ci a été renouvelé dans ses fonctions d'administrateur lors de l'Assemblée Générale mixte du 29 juin 2005 pour une durée de 6 années soit jusqu'à l'Assemblée Générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Monsieur Eric LABARBARIE a été nommé Président Directeur Général lors de la réunion du Conseil d'Administration intervenu le 26 juin 2009.

Monsieur René CARRILLO, Directeur Général Délégué

Celui-ci a été renouvelé dans ses fonctions d'administrateur lors de l'Assemblée Générale mixte du 29 juin 2005 pour une durée de 6 années soit jusqu'à l'Assemblée Générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Monsieur René CARRILLO a été nommé Directeur Général Délégué lors de la réunion du Conseil d'Administration intervenu le 26 juin 2009.

Monsieur Jean Luc LABARBARIE.

Celui-ci a été renouvelé dans ses fonctions d'administrateur lors de l'Assemblée Générale mixte du 29 juin 2005 pour une durée de 6 années soit jusqu'à l'Assemblée Générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

La liste des fonctions qu'ils exercent dans d'autres sociétés figure dans le rapport de gestion présenté à l'assemblée générale des actionnaires.

Les principales qualités attendues d'un administrateur sont l'expérience de l'entreprise, l'engagement personnel dans les travaux du conseil, la compréhension du monde économique et financier, la capacité de travailler en commun dans le respect mutuel des opinions, le courage d'affirmer une position éventuellement minoritaire, le sens des responsabilités à l'égard des actionnaires et des autres parties prenantes, l'intégrité.

2.2.1.3. Conditions de préparation des travaux du Conseil d'Administration

Le Président :

Arrête les documents préparés par les services internes à l'entreprise.

Organise et dirige les travaux du Conseil d'Administration.

S'assure que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission et veille notamment à ce qu'ils disposent des informations et documents nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Le Conseil d'Administration est assisté de deux censeurs :

Monsieur François LOMBARD pour la société Turenne Capital Partenaires

Monsieur Cyprien ROY pour la société VIVERIS Management

Dans le cadre de leurs missions ces censeurs sont convoqués aux séances du Conseil d'Administration et prennent part aux délibérations avec voix consultative sans toutefois que leurs absences puissent nuire à la validité des délibérations du conseil.

Ces censeurs sont amenés sur demande du Conseil d'Administration à émettre un avis sur toute question intéressant la marche de la société.

Ces censeurs sont nommés pour une durée indéterminée et révocables ad nutum.

Monsieur Stéphane FAUGERAS Directeur Administratif et Financier assiste au conseil d'administration en sa qualité de Directeur Général Délégué suite à sa nomination lors de la réunion du Conseil d'Administration intervenu le 27 juin 2006. Monsieur Stéphane FAUGERAS n'est cependant plus Directeur Général Délégué à compter du 5 juillet 2010.

La société NEWTECH INTERACTIVE et son Conseil d'Administration ont pleinement conscience de l'importance des recommandations des rapports VIENOT puis BOUTON concernant le gouvernement d'entreprise.

Toutefois, le Conseil d'Administration n'a pas voulu se référer à un code de gouvernement d'entreprise, considérant qu'il n'existait pas à ce jour de code adapté à une entreprise de la taille de la société NEWTECH INTERACTIVE.

2.2.1.4. Conditions d'organisation des travaux du Conseil d'Administration

Le Président organise les travaux du conseil dont le fonctionnement n'est pas régi par un règlement intérieur.

Conformément aux dispositions légales et statutaires, le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige sur convocation de son Président, au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

2.2.1.4.1. Les réunions du conseil et la participation aux séances

Le Conseil d'Administration est convoqué par le Président 5 jours à l'avance par lettre simple.

Au cours de l'exercice écoulé le Conseil d'Administration s'est réuni 3 fois.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi de sécurité financière du 1er août 2003 les commissaires aux comptes sont convoqués à toutes les séances du Conseil d'Administration qui examinent ou arrêtent les comptes annuels.

Le taux de participation s'est élevé en 2009 à 90 %. Les séances du Conseil d'Administration ont été présidées par le Président du conseil.

2.2.1.4.2. Les comptes rendus de séances

Le procès-verbal de chaque réunion est établi par le secrétaire du conseil nommé à chaque réunion, puis arrêté par le Président qui le soumet à l'approbation du conseil suivant.

Il est retranscrit dans le registre des procès verbaux après signature du Président et d'un administrateur.

2.2.1.4.3. L'information du conseil

A l'occasion des séances du conseil, les administrateurs reçoivent tous les documents et informations nécessaires à l'accomplissement de leurs missions. Hors séances du conseil les administrateurs reçoivent régulièrement toutes les informations importantes concernant la société.

2.2.1.4.4. Les jetons de présence

Aucun jeton de présence n'est alloué aux administrateurs.

2.2.1.4.5. La fixation des rémunérations des administrateurs

Le Conseil d'Administration fixe, après délibération, le montant des rémunérations et les avantages en nature des administrateurs membres de la Direction au titre de leur mandat social.

A ce jour, elles sont fixées sur la base de l'étendue des responsabilités légales, statutaires, ainsi que celles liées à l'organisation interne de la société, des dirigeants.

Les rémunérations des administrateurs sont régulièrement mentionnées dans le rapport du Conseil d'Administration sur la gestion de la société NEWTECH INTERACTIVE présenté à l'assemblée générale des actionnaires.

2.2.1.5. Restrictions apportées aux pouvoirs du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués

Les pouvoirs du directeur général et des directeurs généraux délégués ne font l'objet d'aucune limitation statutaire, ni d'aucune limitation par le conseil.

Conformément à l'article L.225-192.2 du Code de commerce, les délégations en cours de validité relatives aux augmentations de capital accordées par l'Assemblée générale au Conseil d'Administration sont retranscrites dans le rapport de gestion de la société présenté à l'assemblée générale des actionnaires.

2.2.1.6. Mode de fonctionnement et participation aux votes de l'assemblée générale des actionnaires

Le mode de fonctionnement de l'assemblée générale des actionnaires et ses principaux pouvoirs sont décrits à l'article 23 à 30 des statuts de la société NEWTECH INTERACTIVE.

Les assemblées générales sont notamment convoquées et réunies dans les conditions fixées par la loi. Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre lieu précisé dans l'avis de convocation.

En ce qui concerne les titulaires d'actions nominatives, le droit de participer aux assemblées est subordonné à l'inscription de l'actionnaire sur les registres de la société NEWTECH INTERACTIVE, cinq (5) jours au moins avant la date de réunion de l'assemblée.

En ce qui concerne les titulaires d'actions au porteur, le droit de participer aux assemblées est subordonné au dépôt, au moins cinq (5) jours avant la date de réunion de l'assemblée aux lieux indiqués par l'avis de convocation, d'un certificat délivré par l'intermédiaire teneur de leur compte, constatant l'indisponibilité des actions inscrites en compte jusqu'à la date de l'assemblée générale.

L'actionnaire à défaut d'assister personnellement à l'assemblée peut choisir entre l'une des trois formules suivantes :

- donner une procuration à un autre actionnaire ou à son conjoint,
- voter par correspondance,
- adresser une procuration à la société sans indication d'un mandat, dans les conditions prévues par la loi et les règlements.

2.2.2. Procédures de contrôle interne mises en place par la société

L'un des objectifs du système de contrôle interne est de prévenir et maîtriser les risques résultant de l'activité de l'entreprise et les risques d'erreurs ou de fraudes, en particulier dans les domaines comptable et financier. Cependant, comme tout système de contrôle, il ne peut fournir une garantie absolue que ces risques sont totalement éliminés.

Le système de contrôle interne vise également à la sauvegarde des actifs.

2.2.2.1. Les procédures internes de contrôle et d'autorisation

2.2.2.1.1. Les acteurs privilégiés du contrôle interne

Concernant plus particulièrement l'élaboration de l'information comptable et financière destinée aux actionnaires, notion qui recouvre d'une part la conformité aux principes comptables généralement admis et d'autre part la traduction comptable et financière de l'activité du groupe, la direction générale et la direction financière sont les principaux acteurs du contrôle interne.

La direction administrative et financière veille au respect des règles légales ou internes par l'ensemble des acteurs, elle définit les procédures de gestion applicables par les entités opérationnelles et contrôle leur application.

Celle-ci est responsable de la fiabilité et de la sincérité des comptes des sociétés du groupe et de leur conformité à la réglementation notamment en matière fiscale. Elle veille à s'assurer de l'exhaustivité et de l'exactitude des informations comptabilisées. Elle est également responsable de l'ensemble des déclarations administratives, comptables, fiscales et sociales faites pour le compte des différentes sociétés du groupe.

La direction administrative et financière (comptabilité, consolidation, trésorerie et contrôle de gestion) établit les comptes des sociétés domiciliées en France et utilise les services d'un expert comptable pour les sociétés domiciliées à l'étranger.

La direction générale fixe le calendrier d'arrêté des comptes et décide les principaux points spécifiques (engagements, provisions) au cours de réunions spécialisées.

Le comité de direction entend le Directeur Général Délégué assurant aussi le rôle de Directeur Administratif et Financier ainsi que les commissaires aux comptes préalablement à la présentation des états financiers au Conseil d'Administration. Cette présentation au comité de direction a été assurée pour l'arrêté des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009 soumis au conseil d'administration du 3 mai 2010.

Le comité de direction se réunit deux fois par mois, il est composé du Président directeur général et des directeurs généraux délégués. Il s'assure de la marche de la société et a pour mission d'arrêter le budget et de s'assurer du respect de la stratégie décidée par le Conseil.

La direction informatique du groupe est garante du maintien en condition opérationnelle des infrastructures et systèmes qui hébergent le système d'information. La gestion opérationnelle est confiée à une équipe spécialisée qui a mis en place les systèmes de sauvegarde et de restauration nécessaires en cas de pannes ou d'accidents susceptibles d'affecter le fonctionnement de l'entreprise.

La structure et l'organisation du groupe n'ont pas rendu nécessaire, à ce jour, la création d'une fonction spécifique de contrôleur interne.

Les membres du comité de direction occupent tous une fonction de direction opérationnelle au sein des principales filiales, ce qui compte tenu de la taille actuelle de notre Groupe permet des prises de décisions efficaces et rapides et le contrôle de l'application des procédures au niveau des filiales.

Eric Labarbarie

- Gérant de M Target jusqu'au 03/08/2010

Stéphane Faugeras

- Gérant d'Helios Services jusqu'au 06/05/2010 et remplacé par Eric Labarbarie

René CARRILLO

- Président Netamerica jusqu'au 14/07/2010
- Président Lineatel
- Gérant Newtech Online
- Président Newtech Ibéria

2.2.2.1.2.Mise en place des procédures de contrôle au niveau opérationnel

2.2.2.1.2.1.La nature des principales procédures

Le système de contrôle interne mis en place par la Société a pour objectif de prévenir et maîtriser les risques significatifs identifiés par la direction générale :

- Les risques majeurs liés à l'activité et aux actifs parmi lesquels :
 - Le risque de destruction des actifs informatiques : notre société a souscrit des contrats d'assurance adaptés à la couverture des risques usuellement encourus du fait de ses activités. Les équipements informatiques dédiés à l'opérationnel sont hébergés dans des conditions maximum de sécurité tant au niveau accès que protection contre les dégâts (salle ignifugée, sécurité des accès....).
 - Le risque de rupture de la liquidité financière : une attention toute particulière est apportée au suivi de la trésorerie avec une analyse hebdomadaire menée par la direction générale.
- Les risques majeurs liés à la gestion notamment
 - Le risque de fraude majeure : le groupe est vigilant à déceler et empêcher toute tentative de fraude, notamment, dans les domaines comptables et financiers ; en particulier, une séparation et un contrôle mutuel des opérations de comptabilité et de trésorerie ont été mis en place.
Pour pallier tout risque de fraude, le nombre de signataires autorisés à mouvementer les comptes bancaires est limité à quatre personnes.
Chaque chèque avant signature est visé de la part de la Direction Administrative et Financière.

- Le risque de présentation trompeuse des résultats
- Les autres risques opérationnels liés
 - Aux relations avec les clients : La direction financière communique périodiquement au comité de direction un rapport sur les actions de recouvrement
 - Aux prestataires
 - Aux salariés

Le constat des risques connus ou potentiels permet de mener les actions adéquates dans le but d'en réduire les effets à un minimum raisonnable. Nous avons mis en place dans ce cadre un ensemble de procédures dans les domaines comptables, opérationnels, ressources humaines et juridiques.

2.2.2.1.2.2. Les principes essentiels des procédures

L'ensemble des procédures repose sur trois principes essentiels :

Implication de la direction générale

La direction générale intervient directement dans les décisions de commercialisation, de gestion et d'investissement, par la signature des baux, des principaux contrats et autres engagements.

En matière comptable et financière : la direction générale approuve les budgets, les options comptables d'arrêtés de comptes, la politique de provision.... au travers de comités de direction.

Séparation des fonctions

Autant que faire se peut, la direction générale privilégie la séparation des fonctions d'engagement (achat, investissement, personnel), de conservation des actifs (trésorerie) et de comptabilisation (comptabilité).

Le respect de ce principe permet un contrôle permanent et efficace dans la mesure où les opérations initiées par la société concernent généralement au moins 2 fonctions.

Formalisation des processus de traitement et de circulation de l'information

Des procédures internes encadrent la circulation et le traitement de l'information des principaux processus.

Automatisation des traitements

L'automatisation en cours des tâches d'exécution (facturation, suivi des engagements) assure la permanence et l'exactitude des traitements. Elle facilite la réalisation de contrôles automatiques ou ciblés.

Dans le domaine comptable et financier, l'informatisation des échanges de données (interfaces entre l'application métier et système comptable, intégration journalière des écritures bancaires) sécurise les traitements.

La sécurité des données et des traitements informatiques fait l'objet d'une attention particulière (protection physique et logique des accès, sauvegardes, back up.....)

Les principales procédures et directives sont liées :

- aux engagements de dépenses : les responsables de service sont autorisés à émettre des bons de commandes et à approuver les factures. Le règlement est visé par la direction générale et la direction administrative et financière.
Les acquisitions d'actifs sont dans tous les cas soumises à l'approbation de la direction générale. Le suivi des dépenses est effectué par la direction financière.
Les notes de frais sont soumises à l'approbation des signataires autorisés. Il incombe aux différents intervenants de la séquence engagement-paiement de s'assurer du respect de la procédure et en particulier de la validité de la signature apposée.
- aux suivis des actifs : les investissements sont toujours soumis à l'accord préalable de la direction générale et le suivi des engagements de dépenses fait l'objet d'un contrôle permanent.
- au contrôle juridique : le service juridique s'assure de la conformité de l'ensemble des processus avec les exigences juridiques. Les actions liées à ces activités sont soumises à l'approbation de la direction générale.
Une attention toute particulière a été instaurée directement par le Président du Conseil d'Administration sur la réalisation d'audit et de contrôle juridique constant en matière de droit de la consommation .A ce titre le Directeur Général pilote et dirige ce contrôle.
- au contrôle opérationnel des activités : le reporting mensuel de l'ensemble des activités du groupe constitue l'outil principal de contrôle et de pilotage pour ce qui concerne les prévisions de chiffre d'affaires et la rentabilité par activité.
- à la gestion du personnel : les actions d'embauche, de formation, promotion, licenciement sont soumises à l'accord préalable de la direction générale.

2.2.2.1.2.3.Exemples de mise en œuvre dans la gestion opérationnelle

La mise en œuvre de ces principes dans les procédures opérationnelles actuellement en place dans la société est adaptée à la nature du risque couvert.

La direction générale a une implication forte dans la gestion du risque produit ou de celle du risque de rupture de la liquidité financière.

S'agissant du risque produit, la direction générale met en œuvre les orientations d'investissements et arbitrages, définies par le Conseil d'Administration.
Les décisions d'investissements et d'arbitrages, le suivi des dossiers en cours et la validation des performances des investissements sont du ressort de la direction générale.

La gestion du risque de rupture de la liquidité financière est assurée directement par la direction générale.

En matière de prévention et de détection des fraudes, les aspects de séparation des fonctions et d'automatisation des traitements sont prédominants.

La séparation des fonctions d'engagement, de comptabilisation et de trésorerie est un élément structurant de la gestion du risque d'erreur ou de fraude.

Ainsi le service de facturation/recouvrement est indépendant de la trésorerie qui encaisse les paiements et de la comptabilité qui comptabilise factures et règlements

De même l'automatisation de la facturation est en cours, ce qui permettra de limiter les interventions manuelles et les risques associés.

2.2.2.1.2.4.Exemples de mise en œuvre dans l'élaboration de l'information financière

Comme dans la gestion opérationnelle de l'entreprise, les principes d'implication de la direction générale, de séparation des fonctions, de formalisation des procédures et d'automatisation des tâches structurent le contrôle interne relatif à l'élaboration de l'information comptable et financière destinée aux actionnaires.

Au cours des comités de direction, la direction générale analyse les risques identifiés par les principaux responsables de la société, prend les mesures en conséquence et établit le niveau de provisionnement nécessaire.

La direction générale est consciente que le processus de traitement et de circulation de l'information revêt une importance particulière pour assurer la qualité de l'information et respecter un délai raisonnable de production des informations. A ce titre elle a confié à la direction financière la mission de réaliser un guide des procédures applicables à la société.

Ce manuel aura pour vocation de rassembler les procédures relatives à l'activité du Groupe et destinées tant à assurer et améliorer de façon permanente la qualité du service rendu à nos clients qu'à se conformer aux règles et principes internes et spécifiques à l'entreprise.

Une revue des procédures est en cours afin d'en améliorer la fiabilité et de vérifier l'adéquation de l'existant avec les nouvelles exigences de la Loi sur la Sécurité Financière.

Le comité de direction fera un point périodiquement sur l'avancée des travaux et s'assurera que la démarche s'inscrit également dans le processus d'intégration des outils de gestion.

La séparation des fonctions permet à la direction financière (comptabilité, contrôle de gestion) d'exercer un contrôle de qualité des informations opérationnelles à vocation comptable et financière.

Des contrôles ciblés sont réalisés par la comptabilité pour s'assurer de l'exhaustivité, de la réalité et de l'exactitude des enregistrements comptables : justifications des soldes de fournisseurs et de TVA

La direction financière procède au rapprochement des éléments budgétaires avec les résultats comptables. La justification des écarts permet de conforter la pertinence de l'information financière et la sincérité des comptes des sociétés du Groupe. Elle veille à s'assurer de l'exhaustivité et de l'exactitude des informations comptabilisées. Elle est également responsable de l'ensemble des déclarations administratives, comptables, fiscales et sociales faites pour le compte des différentes sociétés du groupe.

2.2.2.1.3. Les outils privilégiés du contrôle interne

L'amélioration du contrôle interne passera par la poursuite :

- Du développement de l'application métier, cette application intégrée fiabilisera la saisie des conditions commerciales et facilitera la gestion des engagements de dépenses et la procédure de reporting.
- Du déploiement des fonctionnalités d'ADONIX (ERP). Nous pourrions améliorer ainsi de façon substantielle l'outil prévisionnel en mettant en œuvre des reportings par métier mais également par société tout en facilitant le contrôle budgétaire.

2.2.2.2. Les procédures externes de contrôle

2.2.2.2.1. Les prestataires extérieurs spécialisés

Les auditeurs externes appartenant aux FCPI actionnaires du Groupe peuvent intervenir au moins une fois par an afin d'opérer un contrôle sur la qualité et la fiabilité de l'information financière.

La société ou ses filiales se réservent par ailleurs le recours ponctuel à des prestataires extérieurs spécialisés.

2.2.2.2.2. Plan de progrès 2009 et plan d'action pour 2010

Nous avons défini un grand axe de travail pour l'exercice 2009 :

Adaptation de nos systèmes de gestion et d'information au service d'un pilotage optimal de l'activité. En ce sens nous avons optimisé nos outils statistiques qui nous permettent maintenant un suivi de nos utilisateurs plus exhaustif.

Pour l'année 2010, nous avons pour objectif l'établissement de suivi d'activité plus poussé au niveau de chaque unité business.

Eric LABARBARIE
Président du Conseil d'administration

2.3.Bilan actif consolidé

	MONTANTS BRUTS	AMORT. & PROVISIONS	MONTANTS NETS 2009	MONTANTS NETS 2008
Ecart d'acquisition et Fonds commerciaux	6 119 630	5 984 630	135 000	182 401
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concess., brevets	2 625 238	2 019 066	606 172	823 144
Droit au bail				
Autres immobilisations incorporelles	23 854	23 854	0	0
Avances et acomptes	11 038		11 038	9 919
IMMO. INCORPORELLES	8 779 760	8 027 550	752 210	1 015 464
Installations techniques	293 258	291 268	1 990	3 164
Immobilisations techniques en crédit bail	592 745	494 543	98 202	70 176
Autres immobilisations corporelles	831 518	715 740	115 778	142 970
Autres immobilisations corporelles en crédit bail	391 640	391 640	0	0
Immobilisations encours				
Avances et acomptes				
IMMO. CORPORELLES	2 109 161	1 893 191	215 970	216 310
Titres de participation non consolidées	1 600		1 600	0
Autres immos. financières	65 999	1 346	64 653	66 070
IMMO. FINANCIERE	67 599	1 346	66 253	66 070
Titres mises en équivalence	6 650		6 650	
ACTIF IMMOBILISE	10 963 170	9 922 087	1 041 083	1 297 844
Avances et acomptes versés	1 631		1 631	400
Clients et comptes rattachés	8 343 659	31 855	8 311 804	5 833 428
Créances sociales	43 935		43 935	35 750
Créances fiscales	1 763 640		1 763 640	1 400 845
CREANCES D'EXPLOITATION	10 152 865	31 855	10 121 010	7 270 423
Débiteurs divers	355 623		355 623	227 059
Créances fiscales IS	73 119		73 119	250 605
Charges constatées d'avance	112 231		112 231	303 170
Impôt différé actif	25 099		25 099	181 731
CREANCES DIVERSES	566 072		566 072	962 565
Valeurs mobilières				
Disponibilités	496 595		496 595	1 885 488
TRESORERIE	496 595		496 595	1 885 488
ACTIF CIRCULANT	11 215 532	31 855	11 183 677	10 118 476
TOTAL ACTIF	22 178 702	9 953 942	12 224 760	11 416 320

2.4.Bilan passif consolidé

	MONTANTS 2009	MONTANTS 2008
Capital	10 057 732	10 057 732
Primes	404 165	404 165
Réserve légale	84 695	84 695
Autres réserves	180 606	180 606
Réserves consolidées	-4 445 741	-4 456 431
Report à nouveau	-4 790 212	-4 440 657
Ecart de conversion sur les capitaux propres AN	-73 024	-59 303
Ecart de conversion sur les capitaux propres de l'année	-2 217	-23 766
Ecart de conversion cumulé zone Euro		
CAPITAL ET RESERVES	1 416 004	1 747 041
RESULTAT DE L'EXERCICE	-715 122	-348 258
Ecart de conversion sur le résultat	516	10 045
CAPITAUX PROPRES - PART GROUPE	701 398	1 408 828
Résultat des minoritaires	-4 198	-51 161
Réserves des minoritaires	55 935	117 769
CAPITAUX PROPRES - MINORITAIRES	51 737	66 608
TOTAL CAPITAUX PROPRES	753 135	1 475 436
AUTRES FONDS PROPRES	0	0
Provisions impôts différés sociaux		
Provision impôts différés conso.		
Provision pour risques & charges		
Ecart d'acquisition négatif		
PROVISIONS	0	0
Emprunts auprès établ. de crédit	695 028	1 074 587
Dettes financières diverses	376	
Dettes financières crédit bail	102 782	74 068
Concours bancaires courants	8 384	42 861
Total ICNE	2 785	4 055
DETTES FINANCIERES	809 355	1 195 571
Fournisseurs	7 958 447	6 096 480
Avances et acomptes reçus / com.		30 459
Dettes sociales	593 047	511 319
Dettes fiscales	1 920 017	1 924 250
DETTES D'EXPLOITATION	10 471 511	8 562 508
Fournisseurs d'immobilisations	384	384
Comptes courants créditeurs	67 388	63 772
Dettes fiscales (IS)	4 132	1 145
Dettes diverses	20 288	19 508
Produits constatés d'avance	98 567	97 996
DETTES DIVERSES	190 759	182 805
TOTAL DETTES	11 471 625	9 940 884
TOTAL PASSIF	12 224 760	11 416 320

2.5.Compte de résultat (première partie)

	MONTANTS 2009	MONTANTS 2008
Ventes de marchandises	0	0
Ventes de services	26 667 513	24 412 702
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	26 667 513	24 412 702
Production stockée		
Production immobilisée	155 008	91 991
Produits sur opérations à long terme		
Reprises amort. prov. et transferts de charges d'exploitation	28 792	223 677
Autres produits d'exploitation	8 766	253 487
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	26 860 079	24 981 857
Achats consommés	22 611 423	20 239 741
Impôts, taxes et versements assimilés	260 818	284 956
Charges de personnel	3 763 363	3 730 106
Dotations amort. et prov. d'exploit.	596 790	554 752
Autres charges d'exploitation	88 289	85 909
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	27 320 683	24 895 464
RESULTAT D'EXPLOITATION	-460 604	86 393

2.6.Compte de résultat (deuxième partie)

	MONTANTS 2009	MONTANTS 2008
Produits financiers	22 312	37 843
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	22 312	37 843
Intérêts et charges financiers	63 769	138 837
TOTAL CHARGES FINANCIERES	63 769	138 837
RESULTAT FINANCIER	-41 457	-100 994
Produits exceptionnels sur opérat° de gestion	87	17 209
Produits exceptionnels sur exerc. antérieurs	4 371	67
Produits de cession d'immo.	96 774	1 102
Autres produits exceptionnels		
Reprise prov. pour risques & charges except.	159 256	
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	260 488	18 378
Charges exceptionnelles sur op. de gestion	144 750	119 051
Charges sur exercices antérieurs	149	213
VNC des immo. cédées	201 757	2 318
Autres charges exceptionnelles	11 800	
Dotations provisions réglementées		
Dotations prov. pour risques & charges except.		
Dotations prov. dépréciations except.	336	113 283
Correction d'erreur		
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	358 792	234 865
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-98 304	-216 487
Impôts sur les bénéfices	-23 429	23 953
Impôts différés	147 891	144 378
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES	-724 827	-399 419
QUOTE PART RESULTAT M.E.Q.	5 507	
Amortissement écart d'acquisition		
RESULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	-719 320	-399 419
RESULTAT - PART DES MINORITAIRES	-4 198	-51 161
RESULTAT - PART DU GROUPE	-715 122	-348 258
RESULTAT PAR ACTION	-0.16	-0.08

2.7. Tableau de flux de trésorerie consolidé

(en K€)	EXERCICE 2009	EXERCICE 2008
<u>OPERATIONS D'EXPLOITATION</u>		
RESULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	-719	-399
Quote part de résultat des sociétés en équivalence	-6	
Elim. des éléments sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'exploitation		
Dérive de résultat		
Amortissements et provisions	415	508
Plus et moins values de cession	105	1
Impôts différés	148	144
Subventions virées au résultat		-252
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	-57	2
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-678	583
Flux net de trésorerie généré par l'activité	-735	586
<u>OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</u>		
Décaist / acquisition immos corp et incorp	-245	-503
Encaist / cession d'immos corp et incorp	94	1
Subventions d'investissement encaissées		
Décaist / acquisition immos financières	-4	-12
Encaist / cession immos financières	9	13
Tréso.nette / acquisitions & cessions de filiales	-14	-1
Incidence des variations de périmètre		
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-160	-502
<u>OPERATIONS DE FINANCEMENT</u>		
Augmentation de capital ou apports	3	
Dividendes versés aux actionnaires de la mère		
Dividendes versés aux minoritaires	-6	
Variation des autres fonds propres		-18
Opérations de Financement diverse (crédits vendeurs,,,))		
Encaissements provenant d'emprunts		800
Remboursement d'emprunts	-458	-430
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-460	352
VARIATION DE TRESORERIE	-1 355	436
Incidences des variations de taux de change	0	-10
TRESORERIE A L'OUVERTURE	1 843	1 417
TRESORERIE A LA CLOTURE	488	1 843

2.8. Documents annexes aux comptes consolidés

2.8.1. Faits significatifs de l'exercice

2.8.1.1. Cession du fonds de commerce lié à l'activité Voyance Audiotel

Le fonds de commerce lié à l'activité Voyance Audiotel a été cédé au cours de l'exercice, ce fonds de commerce étant déprécié en totalité dans les comptes du Groupe.

La vente de ce fonds de commerce a été réalisée pour un prix fixe de 75.000 € avec une partie variable établit sur 13 mois et plafonnée à 75.000 €.

L'impact sur les états financiers consolidés au 31 décembre 2009 est le suivant :

- Produits exceptionnels pour 238 K€ (dont reprise de la provision pour dépréciation de ce fonds de commerce pour 159 K€),
- Charges exceptionnelles pour 159 K€ traduisant la sortie d'actif,
- Charges de personnel induites par la cession pour 55 K€.

2.8.1.2. Fermeture de l'établissement de Nice en charge de la hotline

La fermeture de l'établissement de Nice en charge de la hotline est intervenue au cours de l'exercice 2009. Les coûts de personnel liés à cette fermeture s'élèvent à 34 K€ au 31 décembre 2009.

2.8.1.3. Créances Clients et Disponibilités

Une créance d'un montant de 1,4 M€, détenue sur un opérateur de premier rang et dont le règlement devait être réalisé le 31 décembre 2009, a été encaissée le 3 janvier 2010. En l'absence de ce décalage de règlement, l'impact sur les états financiers est le suivant :

- Créances clients : -1,4 M€ soit un total retraité de 6,9 M€ de créances clients en net
- Disponibilités : +1,4 M€ soit un total retraité de 1,9 M€ de disponibilités

2.8.1.4. Filiales et participations

Le périmètre de consolidation du Groupe Newtech Interactive a évolué depuis l'exercice précédent.

Les entrées de périmètre concernent les sociétés Newtech Online, Newtech Africa Togo et Newtech Afrik Bénin.

Ces sociétés ont été créées, elles ne génèrent pas d'écarts d'acquisitions.

La sortie du périmètre de consolidation concerne la société Easy Mobile dont la dissolution a été clôturée à la fin du second semestre 2009.

Les sociétés Newtech Afrik Cameroun (35% de détention du capital), Newtech Afrik CI (35% de détention du capital) et Newtech Afrik Togo (35% de détention du capital) ont été constituées au cours de l'exercice. En raison du caractère non significatif de l'activité de ces sociétés en 2009, ces filiales ont été exclues du périmètre de consolidation.

2.8.2. Evénements postérieurs à la clôture

Le Conseil d'administration de la société Newtech Interactive a arrêté les comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2009 dans sa séance du 3 mai 2010. Compte tenu d'événements postérieurs significatifs survenus en juin 2010, ce même conseil a décidé le 21 juin 2010 de demander le report de l'assemblée générale prévue initialement le 29 juin 2010. Dans ses séances du 5 juillet 2010 et du 30 juillet 2010, le conseil a pris la décision d'arrêter l'activité SMS et de céder des actifs non stratégiques afin de se recentrer sur son activité d'opérateur Telecom. Cette décision a été motivée par une baisse significative des trafics SMS à compter de mai 2010.

Les cessions d'actifs réalisés ont été les suivants :

- Cession des titres et des comptes courants des sociétés filiales Africaines (NEWTECH AFRICA TOGO, NEWTECH AFRIK TOGO, NEWTECH AFRIK BENIN, NEWTECH GLOBAL INTERACTIVE LTD, NEWTECH AFRICA LIMITED, NEWTECH AFRIK RDC, NEWTECH AFRIK RC, NEWTECH AFRIK CI, NEWTECH AFRIK CAMEROUN, NEWTECH AFRIK GHANA) à la société M TARGET au 6 juillet 2010 ;
- Cession des titres de la société M TARGET au 1er août 2010 à deux cadres de la société Newtech Interactive, licenciés en juillet 2010. Cette cession s'est accompagnée d'une reprise de 6 salariés au sein de la société M Target ;
- Cession des titres des sociétés NEWTECH ONLINE et NET AMERICA au 14 juillet 2010 à la société DIGITAL MEDIA SYNERGIES SL assortie d'un abandon de créances au profit de NETAMERICA ;
- Cession de l'activité Voyance Web au 14 juillet 2010 à la société DIGITAL MEDIA SYNERGIES SL ;
- Cession de la branche d'activité Web dating au 1^{er} août 2010 à la société SALAMANDRA.

Par ailleurs, Le conseil a autorisé un abandon de créances avec clause de retour à meilleure fortune au profit de LINEATEL. Des négociations sont en cours pour la cession future d'actifs comme le fonds de commerce ALLOKIDS.

Un plan de restructuration devant permettre au Groupe de se recentrer sur ses activités stratégiques d'opérateur Telecom a été déployé. Ce plan s'est notamment traduit par la réalisation d'un licenciement collectif pour motif économique de 17 salariés et des licenciements individuels de 11 autres salariés.

Le coût de la restructuration qui impactera les comptes de l'exercice 2010 a été estimé à un montant de l'ordre de 690 K€. Cette charge est principalement constituée du coût de sortie du personnel licencié.

Cette restructuration visant à éviter des difficultés économiques durables et présentant de nouvelles perspectives de profitabilité, la continuité d'exploitation n'est pas remise en cause à ce jour.

Les cessions d'actifs opérées en 2010 n'affectent pas de façon significative les estimations retenues pour l'établissement des comptes consolidés arrêtés en conseil d'administration en date du 3 mai 2010. Le périmètre de consolidation sera sensiblement modifié en 2010 avec :

- La sortie au 1^{er} août 2010 des trois entités entrées en 2009 que sont NEWTECH ONLINE, NEWTECH AFRICA TOGO et NEWTECH AFRIK BENIN,
- La sortie au 1^{er} août 2010 de M TARGET et NETAMERICA.

2.8.3.Principes comptables – Méthodes de consolidation

2.8.3.1.Principes comptables

Les comptes consolidés sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires actuellement en vigueur en France.

Les règles et méthodes comptables appliquées ont été adoptées par le règlement 99-02 du Comité de Réglementation Comptable et homologuées par l'arrêté ministériel du 22 juin 1999.

Les dérogations à ces règles font l'objet d'une description dans les informations concernées de l'annexe.

Les comptes sociaux des sociétés consolidées, établis en accord avec les principes comptables et les réglementations de leurs pays respectifs, font l'objet de retraitements pour se conformer aux principes comptables du Groupe.

Sauf indication particulière, les informations financières sont exprimées en Euros.

2.8.3.2.Durée de l'exercice

Toutes les sociétés du Groupe présentes dans le périmètre à l'ouverture sont consolidées sur la base d'un bilan au 31 décembre 2009 d'une durée de 12 mois.

Les sociétés acquises au cours de l'exercice sont consolidées à partir d'un bilan d'ouverture arrêté à la date d'acquisition ou à la date de prise effective du pouvoir. Les sociétés sorties du périmètre sont déconsolidées à leur date de perte de contrôle.

2.8.3.3.Ecart d'acquisition

L'écart d'acquisition constaté à l'occasion d'une prise ou d'une variation de participation représente la différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition selon les principes comptables du groupe.

Lorsque cet écart est positif, il est inscrit à l'actif immobilisé et chaque année le Groupe soumet ces écarts d'acquisition à des tests de dépréciation. Pour cela nous avons retenu une approche fondée sur l'actualisation des résultats opérationnels prévisionnels.

Lorsque cet écart est négatif, il est rapporté au résultat selon un plan reflétant les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors de l'acquisition.

2.8.3.4.Périmètre et méthode de consolidation

Les méthodes de consolidation sont les suivantes :

- Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale,
- Les sociétés contrôlées conjointement avec d'autres associés sont consolidées par intégration proportionnelle,
- Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Les filiales ou participations non significatives ne sont pas consolidées.

- Société consolidante :

SA NEWTECH INTERACTIVE

- Sociétés consolidées :

SOCIETES	% DETENTION	METHODE	N°SIRET
HELIOS SERVICE	100%	INTEGRATION GLOBALE	390 546 257 000 51
M TARGET	100%	INTEGRATION GLOBALE	490 990 819 000 16
WONDERLAND	100%	INTEGRATION GLOBALE	500 764 584 000 16
NEWTECH INTERACTIVE	100%	INTEGRATION GLOBALE	392 834 172 000 75
LINEATEL	51%	INTEGRATION GLOBALE	
NEWTECH MULTIMEDIA IBERIA	55%	INTEGRATION GLOBALE	
NETAMERICA	90%	INTEGRATION GLOBALE	
NEWTECH ONLINE	99 ,97%	INTEGRATION GLOBALE	
NEWTECH AFRICA TOGO	40%	MISE EN EQUIVALENCE	
NEWTECH AFRIK BENIN	35%	MISE EN EQUIVALENCE	

- Sociétés non consolidées :

NEWTECH AFRIK CAMEROUN	35%	N/A	
NEWTECH AFRIK CI	35%	N/A	
NEWTECH AFRIK TOGO	35%	N/A	

- Mouvements du périmètre de consolidation au cours de l'exercice

Entrées de périmètre: Newtech Africa Togo, Newtech Online et Newtech Afrik Bénin.

Sortie de périmètre : Easy Mobile.

- Variation des pourcentages de détention du capital

Aucune variation des pourcentages de détention du capital.

2.8.3.5.Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. A la clôture de l'exercice, une immobilisation incorporelle est dépréciée si sa valeur actuelle est inférieure à sa valeur nette comptable. Toutefois, la dépréciation est constatée si la différence entre la valeur actuelle et valeur nette comptable est significative.

L'amortissement de ces immobilisations est calculé suivant la méthode linéaire, en fonction des durées d'utilisation dont les principales sont mentionnées ci dessous :

Fonds de commerce : 5 ans

Marques : N.A.

Logiciels: 3 à 5 ans

Les fonds commerciaux sont regroupés avec les écarts d'acquisition dans une rubrique unique du bilan intitulée « Ecarts d'acquisition et fonds commerciaux ». L'amortissement de

l'exercice des écarts d'acquisition est présenté dans la rubrique « Dotation aux amortissements des écarts d'acquisition » au compte de résultat.

Les fonds de commerce et écarts d'évaluation inscrits à l'actif du bilan sont constitués par :

FONDS DE COMMERCE ALLOKIDS	200 000
FONDS DE COMMERCE LUCKY ET EARNY	25 000
FONDS DE COMMERCE HELIOS EDITION	57 931
FONDS DE COMMERCE NEWTECH MULTIMEDIA	55 531
FONDS DE COMMERCE INFOLINE	750
ECART D'EVALUATION MVD MULTIMEDIA	1 312 809
ECART D'EVALUATION NEWTECH MULTIMEDIA	2 548 690
ECART D'EVALUATION MEDPRO	1 576 236
ECART D'EVALUATION LINEATEL	182 482
TOTAL VALEUR BRUTE	5 959 429

A ce total se rajoute l'écart d'acquisition positif de la filiale International Network Engineering d'un montant de 160 201 euros totalement amorti depuis le 31/12/2006.

Au cours de l'exercice 2009, les cessions de fonds de commerce ont été les suivantes :

- Cession du fonds de commerce Call Média lié à l'activité de Voyance Audiotel pour 75 K€ (159 K€ en valeur brute, totalement déprécié), avec une clause d'earn out basée sur le chiffres d'affaires réalisé limitée à 75 K€. Au 31/12/2009, le prix de vente comptabilisé s'élève à 79K€,
- Cession du fonds de commerce Wonderland pour 10 K€ (3 K€ en valeur brute, amorti sur une durée de 5 ans à compter de l'exercice précédent).

Hormis les deux fonds de commerce que sont Allokids et Earny et Lucky acquis au cours de l'exercice 2007, les fonds de commerce inscrits à l'actif émanent d'acquisitions anciennes de parts de marché et sont constitués d'activités audiotel et minitel.

Les fonds de commerce liés aux activités audiotel et minitel sont totalement dépréciés depuis le 31 décembre 2006.

Au 31 décembre 2009, l'actif incorporel Infobilan est déprécié en totalité pour 90 000 euros.

2.8.3.6. Immobilisations corporelles

Les actifs corporels sont inscrits au bilan à leur coût d'acquisition.

Les biens dont les entreprises consolidées ont la disposition par contrat de crédit-bail ou selon des modalités analogues, ont été retraités au bilan et au compte de résultat comme s'ils avaient été acquis à crédit.

L'amortissement de ces immobilisations est calculé suivant la méthode linéaire, en fonction des durées d'utilisation dont les principales sont mentionnées dans le tableau ci dessous :

	Durée	Méthode
Matériel industriel	3 ans	Linéaire
Installations générales, agencements, aménagements divers	5 à 10 ans	Linéaire
Matériel de bureau et informatique	2 à 5 ans	Linéaire
Mobilier	5 ans	Linéaire

2.8.3.7.Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation des comptes clients a été pratiquée nominativement lorsque la valeur d'inventaire est devenue inférieure à la valeur comptable.

2.8.3.8.Provision pour risque et charge

Elles sont destinées à couvrir des risques et des charges nettement précisées quant à leur objet et que des événements survenus ou en cours à la clôture de l'exercice rendent probables.

Lorsque des litiges existent avec des tiers, les provisions sont constituées selon l'hypothèse qui paraît la plus probable eu égard aux arguments dont dispose la société.

2.8.3.9.Filiales étrangères

Les comptes des filiales étrangères établis dans leur devise locale sont convertis en euros selon les principes suivants :

- Comptes de bilan : cours de clôture (à l'exception des capitaux propres : coût historique)
- Comptes de résultat : cours moyen de la période

Les écarts de change résultant de ces conversions sont constatés en écart de conversion dans les capitaux propres.

2.8.3.10.Créances et dettes en devises

Les créances, dettes et disponibilités en devises sont converties au cours de clôture de la période.

L'écart de conversion en résultant est comptabilisé en résultat financier.

2.8.3.11. Impôt sur les bénéfices et impôts différés

Les impôts différés sont comptabilisés selon la méthode du report variable à concurrence des différences temporaires entre la valeur fiscale des actifs et des passifs et leur valeur comptable dans les comptes consolidés. L'évaluation de l'impôt différé est réalisée au taux voté ou quasi voté à la clôture dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé.

Les actifs d'impôts différés relatifs aux déficits fiscaux reportables ne sont reconnus que dans la mesure où la réalisation d'un bénéfice imposable futur est probable.

Au 31/12/2009, il n'a pas été constaté d'impôts différés actifs au titre des déficits fiscaux reportables.

2.8.3.12. Opérations inter-sociétés

Les créances et dettes nées des relations réciproques entre les sociétés du Groupe ont fait l'objet d'éliminations.

Aucun résultat interne n'a été dégagé en 2009 et n'a donc donné lieu à retraitement, les résultats internes antérieurs sont retraités.

2.8.3.12.1. Capital social

Le capital social est composé de 4 470 103 actions ordinaires de valeur nominale de 2.25€

2.8.3.12.2. Augmentation du capital social

Il n'y a eu aucune augmentation de capital au cours de l'exercice.

2.8.3.12.3. Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE)

Nous vous rappelons que votre conseil d'administration, réuni le 26 novembre 2004 et délibérant sur autorisation de l'assemblée générale extraordinaire en date du 25 juin 2004, avait procédé à l'attribution de 130 000 bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (BCE), donnant droit chacun de souscrire une action de la Société selon diverses modalités et conditions et notamment un prix de 2,75 euros. Nous vous précisons qu'à ce jour, il ne reste plus de bons en cours de validité, le délai d'exercice ayant expiré au mois de novembre 2009.

Nous vous rappelons que votre conseil d'administration, réuni le 26 juin 2009 et délibérant sur autorisation de l'assemblée générale extraordinaire en date du 27 juin 2008, avait procédé à l'attribution de 120 000 bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (BCE), donnant droit chacun de souscrire une action de la Société selon diverses modalités et conditions et notamment un prix de 2,75 euros. Nous vous précisons qu'à ce jour, il reste 120 000 bons en cours de validité.

2.8.3.12.4.Actions gratuites

Nous vous informons qu'aucun plan d'action d'attribution d'actions gratuites n'a été autorisé au cours de l'exercice.

Concernant les anciens plans d'attribution, nous vous informons que l'attribution définitive et le transfert de propriété des actions gratuites attribuées est intervenu (la période de conservation de 2 ans ayant expiré).

2.8.4.Commentaires des postes du bilan et du compte de résultat

2.8.4.1.Crédit d'impôt recherche

Au 31 décembre 2009, la créance liée au crédit d'impôt recherche de 2005 d'un montant de 244 587 € a été remboursée par l'administration fiscale.

2.8.4.2.Synthèse des immobilisations

	VALEURS BRUTES	AMORTISSEMENTS	VALEURS NETTES	VALEURS NETTES N-1
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
FRAIS D'ETABLISSEMENT				
FRAIS DE RECHERCHE				
CONCESSIONS, BREVETS, LICENCES	2.625.238	2.019.066	606.172	823.144
DROIT AU BAIL				
FONDS DE COMMERCE	6.119.630	5.984.630	135.000	182.401
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	23.854	23.854	0	0
AVANCES ET ACOMPTES S/ IMMO INCORP.	11.038		11.038	9.919
TOTAL	8.779.760	8.027.550	752.210	1.015.464
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
TERRAINS				
CONSTRUCTIONS				
INSTALLATIONS TECH, MAT ET OUTILLAGES IND.	886.003	785.811	100.192	73.340
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1.223.158	1.107.380	115.778	142.970
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS				
AVANCES ET ACOMPTES S/ IMMO CORP.				
TOTAL	2.109.161	1.893.191	215.970	216.310
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
TITRES DE PARTICIPATIONS				
CREANCES RATT. A DES PARTICIPATIONS CONSO.				
CREANCES RATT. A DES PARTICIPATIONS NON CONSO.	1.600		1.600	
AUTRES TITRES IMMOBILISES				
PRETS				
AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	65.999	1.346	64.653	66.070
TOTAL	67.599	1.346	66.253	66.070

Le poste installations techniques, matériels et outillages industriels comprend des immobilisations en crédit bail pour un montant de 98.202 € en valeur nette. Deux nouveaux contrats de crédit bail ont été activés en 2009 pour une valeur brute de 107.046 €.

Le poste autres immobilisations corporelles comprend des immobilisations acquises en crédit bail pour un montant de 391.640 € totalement amorti. Aucun crédit bail n'a été activé en 2009.

Le montant des dettes financières liées au crédit bail s'élève à 102.782 € au 31/12/2009 contre 74.068 € au 31/12/2008.

Ces immobilisations suivent le même principe de dépréciation que les autres immobilisations.

2.8.4.3.Flux des immobilisations

	A Nouveau	Augmen- tation	Diminution	Autres Variations	Corrections et écarts de conversion	Solde
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
FRAIS D'ETABLISSEMENT						
FRAIS DE RECHERCHE						
CONCESSIONS, BREVETS, LICENCES	2.668.744	217.518	271.891	9.919	948	2.625.238
DROIT AU BAIL						
FONDS DE COMMERCE	6.281.887		162.257			6.119.630
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	23.854					23.854
AVANCES ET ACOMPTES S/ IMMO INCORP.	9.919	11.038		-9.919		11.038
TOTAL	8.984.404	228.556	434.148	0	948	8.779.760
IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
TERRAINS						
CONSTRUCTIONS						
INSTALLATIONS TECH, MAT ET OUTILLAGES IND.	777.826	107.597			580	886.003
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1.218.372	15.461	11.725		1.050	1.223.158
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS						
AVANCES ET ACOMPTES S/ IMMO CORP.						
TOTAL	1.996.198	123.058	11.725		1.630	2.109.161
IMMOBILISATIONS FINANCIERES						
TITRES DE PARTICIPATIONS IG IP	609	1.600	609			1.600
TITRES DE PARTICIPATIONS MEQ		6.650				6.650
CREANCES RATT. A DES PARTICIPATIONS CONSO,						
CREANCES RATT. A DES PARTICIPATIONS NON CONSO						
AUTRES TITRES IMMOBILISES	1.346					1.346
PRETS						
AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	66.070	4.108	5.635		110	64.653
TOTAL	68.025	12.358	6.244		110	74.249

2.8.4.4. Flux d'amortissement et provisions sur immobilisations

	A Nouveau	Augmen- tation	Dimin- ution	Autres Variations	Ecarts de conversion	Solde
AMORT / IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
AMORT / FRAIS D'ETABLISSEMENT						
AMORT / FRAIS DE RECHERCHE						
AMORT / CONCESSIONS, BREVETS, LICENCES	1.845.600	409.876	237.359		948	2.019.066
AMORT / FONDS DE COMMERCE	6.099.486	45.000	159.856			5.984.630
AMORT / AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	23.854					23.854
TOTAL	7.968.940	454.876	397.215	0	948	8.027.550
AMORT / IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
AMORT / TERRAINS						
AMORT / CONSTRUCTIONS						
AMORT / INST. TECH, MAT ET OUTILLAGES IND.	704.486	80.795			530	785.811
AMORT / AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1.075.402	42.356	11.390		1.012	1.107.380
TOTAL	1.779.888	123.151	11.390		1.542	1.893.191
PROV / IMMOBILISATIONS FINANCIERES						
PROV / TITRES DE PARTICIPATIONS	609		609			0
PROV / CREANCES RATT. A DES PART. CONSO.						
PROV / CREANCES RATT. A DES PART NON CONSO.						
PROV / AUTRES TITRES IMMOBILISES	1.346					1.346
PROV / PRETS						
PROV / AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES						
TOTAL	1.955		609			1.346

2.8.4.5.Provisions pour risques et charges

	A Nouveau	Mouv. de Périètre	Augmen- tation	Diminution (provision utilisée)	Diminution (provision non utilisée)	Autres Variations	Ecarts de conversion	Solde
PROVISIONS POUR LITIGES PROV. POUR GARANTIES DONNEES PROV. POUR PERTE SUR MARCHÉ A TERME PROV. POUR AMENDES ET PENALITES PROV. POUR PERTE DE CHANGE PROV. AUTRES RISQUES	0							0
TOTAL PROV. POUR RISQUES	0							0
PROV. POUR PENSIONS PROV. POUR IMPOTS PROV. POUR RENOUVELLEMENT D'IMMO. PROV. POUR GROSSES REPARATIONS PROV. POUR RETRAITES ANTICIPEES PROV. POUR CONGES PAYES PROV. POUR RESTRUCTURATION PROV. POUR AUTRES CHARGES	0							0
TOTAL PROV. POUR CHARGES	0							0
TOTAL PROV. RISQUES ET CHARGES	0							0

2.8.4.6.Echéances des créances

	2009	1 an au plus	plus d'un an
ETAT DES CREANCES			
AVANCES ET ACOMPTES	1.631	1.631	
CREANCES CLIENTS	8.343.659	8.343.659	
CREANCES SOCIALES	43.935	43.935	
CREANCES FISCALES	1.763.640	1.763.640	
DEBITEURS DIVERS	355.623	355.623	
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	112 231	112 231	
CREANCES FISCALES IS	73.119	73.119	
ACTIF IMPOT DIFFERE	25.099	25.099	
TOTAL	10.718.937	10.718.937	

2.8.4.7.Echéances des dettes

	2009	1 an au plus	plus d'un an
ETAT DES DETTES			
EMPRUNTS AUPRES ETABLISSEMENT CREDIT	695.028	303.828	391.200
DETTES FINANCIERES DIVERSES	376	376	
DETTES FINANCIERES CREDIT BAIL	102.782	57.480	45.302
CONCOURS BANCAIRES COURANTS	8.384	8.384	
ICNE	2.785	2.785	
FOURNISSEURS	7.958.447	7.958.447	
DETTES SOCIALES	593.047	593.047	
DETTES FISCALES	1.920.017	1.920.017	
FOURNISSEURS D'IMMOBILISATIONS	384	384	
COMPTES COURANTS	67.388		67.388
DETTES FISCALES IS	4.132	4.132	
DETTES DIVERSES	20.288	20.288	
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	98.567	98.567	
TOTAL	11.471.625	10.967.735	503.890
EMPRUNTS SOUSCRITS EN COURS D'EXERCICE			
EMPRUNTS REMBOURSE EN COURS D'EXERCICE	379.559		

2.8.4.8.Comptes de régularisation

	2009	2008
ACTIF		
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	112.231	303.170
CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES		
COMPTE DE LIAISON ACTIF		
TOTAL	112.231	303.170
PASSIF		
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	98.567	97.996
COMPTE DE LIAISON PASSIF		
TOTAL	98.567	97.996

2.8.4.9.Ventilation du Chiffre d'affaires

	2009	2008
CHIFFRE D'AFFAIRES France	25.258.941	23.876.959
CHIFFRE D'AFFAIRES filiales étrangères	1.408.572	535.743
TOTAL	26.667.513	24.412.702

2.8.4.10.Charges Exceptionnelles

	2009
DOMMAGES & INTERETS COMMERCIAUX	142.117
DIVERS	2.783
DOTATIONS EXCEPTIONNELLES-MISE AU REBUT	336
V.N.C DES IMMOS CEDEES	34.531
V.N.C DES FONDS DE COMMERCE CEDES	162.256
SORTIE TITRES DE PARTICIPATION	4.969
TRANSACTION SUR LITIGE COMMERCIAL	11.800
TOTAL	358.792

2.8.4.11.Produits Exceptionnels

	2009
PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	4.458
PRODUITS SUR CESSION IMMOBILISATIONS	4.240
PRODUITS SUR SORTIE TITRES PARTICIPATION	3.034
PRODUITS SUR CESSION FONDS DE COMMERCE	89.500
REPRISE DEPRECIATION FONDS DE COMMERCE	159.256
TOTAL	260.488

2.8.4.12. Contributions aux impôts différés

	2009	2008
DIFFERENCES TEMPORAIRES	23.573	31.474
CREDIT BAIL	1.526	1.297
DEFICITS FISCAUX	0	148.961
TOTAL	25.099	181.732

2.8.4.13. Rationalisation de la charge d'impôt

en K€	30/12/2009 (12 mois)
Résultats consolidés net d'impôt (a)	-725
Charges d'impôts (b)	-124
Résultats consolidés avant impôt (a-b)	-600
Taux d'impôt applicable a la société consolidante	33,33%
Charge d'impôt théorique (c)	-200
Différences permanentes	-53
Différences de taux d'imposition entre pays	6
Imputations (crédits d'impôt,.....)	-33
Déficits antérieurs non activés imputés	245
Provision pour impôts différés	155
Autres	4
Total (d)	325
Charges d'impôt réelle (c+d)	124

2.8.4.14. Déficits fiscaux reportables

Le déficit fiscal reportable des sociétés françaises s'élève à 1 118 042 €

2.8.4.15. Impôt sur les sociétés

	2009
IMPOTS COURANT	-23.429
IMPOTS DIFFERES	147.891
TOTAL	124.462

2.8.4.16.Variation des fonds propres consolidés part groupe (K€)

	CAPITAL	PRIMES D'EMISSION	ECART DE CONVERSION	RESERVES CONSOLIDEES	RESULTAT EXERCICE	TOTAL
SITUATION NETTE A LA CLOTURE 2007	10.058	404	-59	-9.645	1.094	1.852
AFFECTATION RESULTAT 2007				1.094	-1.094	0
AUGMENTATION DE CAPITAL						0
RESULTAT CONSOLIDE 2008					-348	-348
VARIATION DE CHANGE			-14			-14
AUTRES VARIATIONS				-81		-81
SITUATION NETTE A LA CLOTURE 2008	10.058	404	-73	-8.632	-348	1.409
AFFECTATION RESULTAT 2008				-348	348	0
RESULTAT CONSOLIDE 2009					-715	-715
VARIATION DE CHANGE			-2			-2
AUTRES VARIATIONS				10		10
SITUATION NETTE A LA CLOTURE 2009	10.058	404	-75	-8.970	-715	702

2.8.4.17.Ecarts d'acquisition

	DUREE AMORTISSEMENT	VALEURS BRUTES	REPRISE	VALEURS NETTES	VALEURS NETTES N-1
ECARTS D'ACQUISITION NEGATIFS					
LINEATEL	5 ANS	22 595	22.595	0	0
TOTAL		22 595	22.595	0	0

2.8.4.18.Effectifs

	2009	2008
CADRES ET PROFESSIONS SUPERIEURS -FRANCE	33	30
TECHNICIENS ET AGENTS DE MAITRISE -FRANCE	31	36
ESPAGNE	2	1
MEXIQUE	2	2
TOTAL	68	69

2.8.5.Renseignements divers

2.8.5.1.Engagements

NATURE DES ENGAGEMENTS FINANCIERS	Montant
EFFETS ESCOMPTES NON ECHUS	0
AVAL ET CAUTIONS	14.400
NANTISSEMENTS SUR FONDS DE COMMERCE (capital restant dû à la clôture de l'exercice)	695.028
COVENANTS FINANCIERS (capital restant dû à la clôture de l'exercice)	273.472
OPERATIONS D'ECHANGE DE TAUX (SWAP)	133.333
ENGAGEMENT EN MATIERE DE RETRAITE	109.923
CREANCES DAILLY NON ECHUES	0
TOTAL	1.226.156

Opérations de Dailly : l'engagement correspondant à des opérations de Dailly est inscrit en concours bancaires courants lors de la mise en place du crédit.

Covenants financiers : au 31 décembre 2009, l'échéancier de deux emprunts (montant initial de 200 K€ chacun) est subordonné au respect de ratios financiers. Par ailleurs, l'échéancier d'un emprunt souscrit au cours de l'exercice 2007 pour 400 K€ est subordonné à la non distribution de dividendes sur 3 ans. Swap de taux : une opération d'échange de conditions d'intérêts a été conclue avec un établissement de crédit au cours de l'exercice précédent pour un montant nominal de 200 K€. La société Newtech Interactive paie un taux d'intérêt fixe à l'établissement de crédit et perçoit en contrepartie par ce dernier un taux d'intérêt variable. Cette opération permet la couverture d'un risque de taux sur un emprunt initialement souscrit à taux variable. Au 31 décembre 2009, la couverture de taux s'élève à 133 K€ et la charge sur les comptes de l'exercice s'établit à 6 K€.

Engagements de retraite : lors du départ en retraite, le personnel du Groupe perçoit des indemnités de fin de carrière selon les règles définies dans la convention collective ou l'accord d'entreprise. Au 31 décembre 2009, l'engagement du Groupe est évalué à 109 923 euros (charges sociales incluses).

Engagements en matière de droit individuel à la formation (DIF) : les salariés titulaires d'un CDI et disposant d'un an d'ancienneté au moins se voit reconnaître chaque année un droit individuel à la formation de 20 heures, pour un temps plein, cumulable sur une période de 6 ans, soit un droit maximum de 120 heures. Les droits individuels à la formation au titre du dernier exercice clos sont de 4.886 heures.

2.8.5.2.Rémunérations et avantages reçus par les mandataires sociaux

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, nous vous rendons compte ci-après de la rémunération totale et des avantages de toute nature reçus, durant l'exercice, par chaque mandataire social, de la Société ou des sociétés qu'elle contrôle.

NOM, PRENOM DU MANDATAIRE SOCIAL	DESIGNATION DE LA SOCIETE AYANT VERSE LES REMUNERATIONS	MONTANT TOTAL DES REMUNERATIONS REÇUES	MONTANT DES AVANTAGES DE TOUTE NATURE REÇUS
CARRILLO RENE	NEWTECH INTERACTIVE SA 3 CHEMIN DU PIGEONNIER DE LA CEPIERE 31081 TOULOUSE CEDEX	114 000 €	6 215 €
LABARBARIE ERIC	NEWTECH INTERACTIVE SA 3 CHEMIN DU PIGEONNIER DE LA CEPIERE 31081 TOULOUSE CEDEX	114 000 €	7 175 €
FAUGERAS STEPHANE	NEWTECH INTERACTIVE SA 3 CHEMIN DU PIGEONNIER DE LA CEPIERE 31081 TOULOUSE CEDEX	6 000 €	0 €

2.8.5.3.Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires relatifs au contrôle légal des comptes consolidés du groupe est de 33,8 K€.

Il n'y a pas eu d'honoraires aux titres de conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission du contrôle légal des comptes.

3. Chapitre 2 : Compte sociaux Groupe Newtech Interactive

3.1.Rapport présenté par le Conseil d 'Administration à l'Assemblée Générale mixte du 25 novembre 2010.

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale à caractère mixte conformément aux prescriptions légales, réglementaires et statutaires :

- pour vous rendre compte des résultats de notre gestion au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2009 et pour soumettre à votre approbation les comptes sociaux de la Société et les comptes consolidés du Groupe pour ledit exercice, ainsi que diverses résolutions à caractère ordinaire,
- pour vous relater les perspectives d'avenir de la société et les moyens envisagés pour améliorer sa situation financière et vous proposer, en résolution à caractère extraordinaire, de ne pas dissoudre la société.

Lors de l'Assemblée, vous entendrez également la lecture des rapports des Commissaires aux Comptes, établis dans le cadre de leur mission légale.

Conformément aux dispositions introduites par la loi n°2003-706 du 1er août 2003, il vous sera présenté lors de l'Assemblée le rapport du Président du Conseil d'Administration sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil et des procédures de contrôle interne mises en place.

Les rapports des Commissaires aux Comptes, les rapports du Conseil d'administration, ainsi que les comptes annuels (comptes sociaux et comptes consolidés) et autres documents s'y rapportant ont été mis à votre disposition au siège social dans les conditions et délais prévus par la Loi, afin que vous puissiez en prendre connaissance.

Les comptes qui vous sont présentés ont été établis en suivant les mêmes méthodes que lors de l'exercice précédent, dans le respect des dispositions du Plan comptable, et en observant les principes de prudence et de sincérité.

3.1.1.Activité de la Société et faits marquants durant l'exercice clos le 31 décembre 2009

L'exercice clos au 31 décembre 2009 se caractérise par une augmentation du chiffre d'affaires de 5,2 % qui s'établit à 25,64 M€ et une perte d'exploitation de 0,64 M€. La dégradation du contexte économique amorcée fin 2008 a perduré au cours du premier semestre 2009. Le second semestre de l'exercice est marqué par une amélioration progressive de l'activité.

Les fondamentaux de notre société, tant financiers que sociaux, ont malgré tout été préservés avec une activité morose pour la majeure partie de l'exercice. La structure financière reste saine et le taux d'endettement a continué à décroître pour s'établir à 2,7% du chiffre d'affaires au 31 décembre 2009.

En réaction à la crise économique impactant sensiblement l'activité, notre société a poursuivi ses actions d'amélioration de rentabilité des produits en complément d'une politique volontariste de réduction des coûts de fonctionnement. La poursuite de ces objectifs s'est notamment traduite par la cession du pôle astrologie / voyance dont la rentabilité était insuffisante depuis de nombreuses années et par la fermeture de l'établissement en charge de la hotline désormais externalisée.

L'évolution de l'offre BtoC et BtoBtoC, tant au niveau technologique que commercial, a été accentuée afin de conserver un positionnement de leader sur ce marché. L'offre BtoB a poursuivi sa croissance pour représenter 21,5 % du chiffre d'affaires du Groupe sur l'exercice clos au 31 décembre 2009. Des événements significatifs intervenus en 2010 doivent être pris en considération. Se reporter au § 3.1.5.

3.1.2. Evolution prévisible et perspectives d'avenir

L'optimisation de la rentabilité des produits de notre société avec une structure de coûts maîtrisée et flexible constituait un axe essentiel pour l'exercice 2010. L'enrichissement de l'offre de la Société avec des nouveaux produits intégrant les dernières évolutions technologiques et répondant aux exigences du marché devait être normalement un levier de croissance pour l'exercice à venir.

Toutefois, des événements significatifs intervenus en 2010 ont remis en cause les perspectives évoquées ci-dessus et ont conduit à une restructuration devant permettre au Groupe de se recentrer sur son activité stratégique d'opérateur télécom. Se reporter au § 3.1.5.

Par ailleurs, l'Assemblée générale ordinaire du 28 décembre 2009 a approuvé la décision de procéder au retrait de la société Newtech Interactive de la cote du marché libre dans le cadre de la procédure exceptionnelle de radiation du marché libre mise en place par NYSE Euronext. Conformément à cette procédure de retrait de la cote du marché libre, la radiation effective des titres de la société Newtech Interactive est intervenue au 1^{er} juillet 2010.

3.1.3. Situation Financière et analyse de l'endettement.

Au cours de l'exercice, notre Société a procédé à des remboursements d'emprunts pour un montant de 379 559 €.

En cours de l'année 2009, notre Société n'a souscrit aucun nouvel emprunt.

3.1.4. Informations sur les délais de paiement fournisseurs.

En application des dispositions de l'article L441-6-1 al.1 du code de commerce, les informations obligatoires sur les délais de paiement des fournisseurs français sont les suivantes:

Le solde des dettes fournisseurs concernées au 31 décembre 2009 s'élève à 3 543K €, réparties de la façon suivante:

- 425 K€, soit 12 % de factures échues.
- 1 112 K€, soit 31 % de factures payables à 30 jours fin de mois à compter de la date d'émission de la facture.
- 1 670 K€, soit 47 % de factures payables à 60 jours fin de mois à compter de la date d'émission de la facture.
- 336 K€, soit 10 % de factures payables à plus de 60 jours fin de mois à compter de la date d'émission de la facture.

Pour informations, le solde des dettes fournisseurs étrangers, non soumis à la réglementation française, s'élèvent au 31 décembre 2009, à 289 K€.

3.1.5. Evénements importants survenus depuis la clôture de l'exercice

Le Conseil d'administration de la société Newtech Interactive a arrêté les comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2009 dans sa séance du 3 mai 2010. Compte tenu d'événements postérieurs significatifs survenus en juin 2010, ce même conseil a décidé le 21 juin 2010 de demander le report de l'assemblée générale prévue initialement le 29 juin 2010.

Dans ses séances du 5 juillet 2010 et du 30 juillet 2010, le conseil a pris la décision d'arrêter l'activité SMS et de céder des actifs non stratégiques afin de se recentrer sur son activité d'opérateur Telecom. Cette décision a été motivée par une baisse significative des trafics SMS à compter de mai 2010.

Les cessions d'actifs réalisés ont été les suivants :

- Cession des titres et des comptes courants des sociétés filiales Africaines (NEWTECH AFRICA TOGO, NEWTECH AFRIK TOGO, NEWTECH AFRIK BENIN, NEWTECH GLOBAL INTERACTIVE LTD, NEWTECH AFRICA LIMITED, NEWTECH AFRIK RDC, NEWTECH AFRIK RC, NEWTECH AFRIK CI, NEWTECH AFRIK CAMEROUN, NEWTECH AFRIK GHANA) à la société M TARGET au 6 juillet 2010 ;
- Cession des titres de la société M TARGET au 1er août 2010 à deux cadres de la société Newtech Interactive, licenciés en juillet 2010. Cette cession s'est accompagnée d'une reprise de 6 salariés au sein de la société M Target ;
- Cession des titres des sociétés NEWTECH ONLINE et NET AMERICA au 14 juillet 2010 à la société DIGITAL MEDIA SYNERGIES SL assortie d'un abandon de créances au profit de NETAMERICA ;
- Cession de l'activité Voyance Web au 14 juillet 2010 à la société DIGITAL MEDIA SYNERGIES SL ;

- Cession de la branche d'activité Web dating au 1^{er} août 2010 à la société SALAMANDRA.

Par ailleurs, Le conseil a autorisé un abandon de créances avec clause de retour à meilleure fortune au profit de LINEATEL. Des négociations sont en cours pour la cession future d'actifs comme le fonds de commerce ALLOKIDS.

Un plan de restructuration devant permettre au Groupe de se recentrer sur ses activités stratégiques d'opérateur Telecom a été déployé. Ce plan s'est notamment traduit par la réalisation d'un licenciement collectif pour motif économique de 17 salariés et des licenciements individuels de 11 autres salariés.

Le coût de la restructuration qui impactera les comptes de l'exercice 2010 a été estimé à un montant de l'ordre de 690 K€. Cette charge est principalement constituée du coût de sortie du personnel licencié.

Cette restructuration visant à éviter des difficultés économiques durables et présentant de nouvelles perspectives de profitabilité, la continuité d'exploitation n'est pas remise en cause à ce jour.

Les cessions d'actifs opérées en 2010 affectent de façon significative les estimations retenues pour l'établissement des comptes annuels arrêtés en conseil d'administration en date du 3 mai 2010. Ainsi les modifications suivantes ont été apportées :

- Le fonds de commerce SMS qui n'est plus exploité et dont la valeur nette comptable s'élevait à 2 695 K€ a fait l'objet d'une dépréciation exceptionnelle à hauteur de 2 695 K€ au 31 décembre 2009 ;
- Compte tenu du recentrage de la Société sur son activité d'opérateur télécom, le fonds de commerce 3G a également été totalement déprécié. La dépréciation constatée en charge exceptionnelle s'élève à 357 K€ au 31 décembre 2009.
- Par ailleurs, la négociation en cours et amorcée fin septembre 2010 pour la cession du fonds de commerce Allokids fait apparaître une valeur de vente estimée à 110 K€. Cet actif étant inscrit au bilan à 200 K€ en valeur brute, une dépréciation exceptionnelle de 90 K€ a été constatée au 31 décembre 2009 ;
- Enfin, les actifs non amortis au 31 décembre 2009 concernant des activités cédées ou abandonnées au cours de l'exercice 2010 ont fait l'objet d'un amortissement exceptionnel et d'une dépréciation exceptionnelle pour 31 K€ afin d'obtenir une valeur nette nulle.

3.1.6.Filiales et participations

L'activité de nos filiales et participations au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2009 vous est présentée ci-après.

Nous vous rappelons que le tableau des filiales et participations est annexé au bilan.

3.1.6.1.Hélios Service

Cette société assure le rôle d'agence de publicité pour le reste du groupe.

Le chiffre d'affaires s'élève à 174.069 euros au 31 décembre 2009 contre 219.310 euros pour l'exercice précédent, soit une baisse de 20.63%.

Le total des charges d'exploitation s'élève à 105.067 euros, ce qui fait ressortir un résultat d'exploitation de 69.004 euros.

Le résultat net comptable est un bénéfice de 41.767 euros contre un bénéfice de 29.283 euros lors de l'exercice précédent.

Cette société est détenue à hauteur de 100 %.

3.1.6.2.Linéatel (Mexique)

Cette société possède une licence d'opérateur au Mexique et assure des prestations d'hébergement téléphonique.

Le chiffre d'affaires s'élève à 1.443.675 pesos (76.855 euros) au 31 décembre 2009 contre 3.608.099 pesos (221.400 euros) pour l'exercice précédent, soit une baisse de 65.3% en devise Euro.

Le total des charges d'exploitation s'élève à 1.292.233 pesos (68.792 euros), ce qui fait ressortir un produit d'exploitation de 151.536 pesos (8.068euros).

Le résultat net comptable est un bénéfice de 185.197 pesos (9.860 euros) contre une perte de 1.800.323 pesos (-110.473 euros) lors de l'exercice précédent.

Cette société est détenue à hauteur de 51 %.

3.1.6.3.Newtech Multimédia Iberia (Espagne)

Cette société a comme activité principale l'hébergement technique de service télécom.

Le chiffre d'affaires s'élève à 19 095 euros au 31 décembre 2009 contre 48 847 euros l'exercice précédent soit une baisse de 60.9 %.

Le total des charges d'exploitation s'élève à 21 015 euros ce qui fait ressortir un résultat d'exploitation de -1 920 euros.

Le résultat net comptable est une perte de 1 440 euros contre un bénéfice de 12 358 euros lors de l'exercice précédent.

Cette société est détenue à hauteur de 55%.

3.1.6.4.Netamerica (Mexique)

Cette société exploite et commercialise des services SMS.

Le chiffre d'affaires s'élève à 20.630.672 pesos (1.098.294 euros) au 31 décembre 2009 contre 5.349.288 pesos (328.243 euros) pour l'exercice précédent, soit une hausse de 334,6% en devise Euro.

Le total des charges d'exploitation s'élève à 22.193.128 pesos (1.181.475 euros), ce qui fait ressortir un résultat d'exploitation de -1.562.448 pesos (-83.181 euros).

Le résultat net comptable est une perte de 1.573.541 pesos (-83.773 euros) contre une perte de -171.747 pesos (-10.539 euros) lors de l'exercice précédent.

Cette société est détenue à hauteur de 90 %.

3.1.6.5.M Target

Cette Société assure l'édition de service sms.

Le chiffre d'affaires s'élève à 795.708 euros contre 819.852 euros l'exercice précédent, soit une baisse de 2.9%.

Le total des charges d'exploitation s'élève à 622.649 euros ce qui fait ressortir un résultat d'exploitation de 173.059 euros.

Le résultat net comptable est un bénéfice de 110.481 euros contre un bénéfice de 25.847 euros lors de l'exercice précédent.

Cette société est détenue à hauteur de 100 %.

3.1.6.6.Easy Mobile (Maroc)

Cf. Paragraphe 3.1.7.

3.1.6.7.Wonderland

Cette société exploite des services internet de charme.

Le chiffre d'affaires s'élève à 8.860 euros au 31 décembre 2009, contre 19.703 euros pour l'exercice précédent, soit une baisse de 55 %.

Le total des charges d'exploitation s'élève à 7.846 euros ce qui fait ressortir un bénéfice d'exploitation de 1.016 euros.

Le résultat net comptable est un bénéfice de 653 euros contre un bénéfice de 3.533 euros lors de l'exercice précédent.

Cette société est détenue à hauteur de 100 %.

3.1.6.8.Newtech Africa Togo (Togo)

Cette Société assure l'édition de service sms.

Le chiffre d'affaires s'élève à 38.339.040 francs CFA (58.447 euros) au 31 décembre 2009.

Le total des charges d'exploitation s'élève à 36.106.194 francs CFA (55.044 euros).

Le résultat net comptable est un bénéfice de 2.840.750 francs CFA (4.331 euros).

Cette société est détenue à hauteur de 40%.

3.1.6.9.Newtech Afrik Togo (Togo)

Cf. Paragraphe 3.1.7.

3.1.6.10.Newtech Afrik CI (Côte d'Ivoire)

Cf. Paragraphe 3.1.7.

3.1.6.11.Newtech Afrik Cameroun (Cameroun)

Cf. Paragraphe 3.1.7.

3.1.6.12. Newtech Afrik Bénin (Bénin)

Cette Société assure l'édition de service sms.

Le chiffre d'affaires s'élève à 36.705.332 francs CFA (55.957 euros) au 31 décembre 2009.

Le total des charges d'exploitation s'élève à 29.998.930 francs CFA (45.733 euros).

Le résultat net comptable est un bénéfice de 7.077.902 francs CFA (10.790 euros).

Cette société est détenue à hauteur de 35 %.

3.1.6.13. Newtech Online (Espagne)

Cette Société assure la commercialisation de service de micro paiement.

Le chiffre d'affaires s'élève à 323 054 euros au 31 décembre 2009.

Le total des charges d'exploitation s'établit à 337 218 euros.

Le résultat net comptable est une perte de 12 146 euros.

Cette société constituée au cours de l'exercice est détenue à hauteur de 99,97%.

3.1.6.14. Tableau des filiales et participations

PARTICIPATIONS	Quote-part du capital détenue(en pourcentage)		Capital social	Capitaux propres que capital	autres	Résultat dernier exercice clos	Valeur des titres au bilan	
	N	N-1					Brute	Nette
HELIOS SERVICE	100%	100%	170 000	336 805		41 767	170 000	170 000
M TARGET	100%	100%	4 000	1 885		110 481	4 000	4 000
WONDERLAND	100%	100%	4 000	3 475		653	4 000	4 000
LINEATEL	51%	51%	6 219	-138 307		9 860	12 830	0
NEWTECH MULTIMEDIA IBERIA	55%	55%	60 200	26 293		-1 440	33 110	33 110
NETAMERICA	90%	90%	3 963	-80 777		-83 773	3 273	0
NEWTECH ONLINE	99,97%	-	3 010			-12 146	3 009	0
NEWTECH AFRICA TOGO	40%	40%	1 524			4 331	610	610
NEWTECH AFRIK BENIN	35%	-	1 524			10 790	534	534
NEWTECH AFRIK TOGO	35%	-	534	ND		ND	534	534
NEWTECH AFRIK CI	35%	-	533	ND		ND	533	533
NEWTECH AFRIK CAMEROUN	35%	-	533	ND		ND	533	533

PARTICIPATIONS	Prêts et avances consentis par la société mère	Cautions et avals donnés par la société	CA HT dernier exercice	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
HELIOS SERVICE	17 500		174 069	
M TARGET	445 304		795 708	
WONDERLAND	3 035		8 860	
LINEATEL	0		76 855	
NEWTECH MULTIMEDIA IBERIA	-33 000		19 095	6 797
NETAMERICA	20 789		1 098 294	
NEWTECH ONLINE	43 391		323 054	
NEWTECH AFRICA TOGO	-2 203		58 447	
NEWTECH AFRIK BENIN	29 509		55 957	
NEWTECH AFRIK TOGO	11 297		ND	
NEWTECH AFRIK CI	11 866		ND	
NEWTECH AFRIK CAMEROUN	1 525		ND	

3.1.7. Prises de participations et prises de contrôle - Cessions

Des participations ont été prises au cours de l'exercice dans les sociétés suivantes :

- Newtech Afrik Togo : participation de 35% soit 534 €
- Newtech Afrik CI : participation de 35% soit 533 €
- Newtech Afrik Cameroun : participation de 35% soit 534 €
- Newtech Afrik Bénin : participation de 35% soit 534 €
- Newtech Online : participation de 99,97% soit 3 009 €

L'activité des sociétés Newtech Afrik Togo, Newtech Afrik CI et Newtech Afrik Cameroun n'a pas démarré en 2009.

La société Easy Mobile détenue à hauteur de 51% a été dissoute par liquidation au cours de l'exercice 2009.

3.1.8. Renseignements relatifs à la répartition du capital social

En application des dispositions de l'article L. 233-13 du Code de commerce, et en fonction des informations que nous avons reçues, nous vous indiquons ci-après l'identité des personnes physiques ou morales détenant à la clôture de l'exercice des participations significatives dans le capital de la Société :

Personnes détenant plus du cinquième du capital ou des droits de vote :

-Monsieur Eric Labarbarie
23,41 % en capital
25,08 % en droits de vote

-Monsieur René Carrillo
21,69% en capital
22,96% en droits de vote

Personnes détenant plus du vingtième du capital ou des droits de vote :

-Jet Innovation 2
9,09 % en capital
9,74% en droits de vote

-FCP Jet Innovation Sud
8,35 % en capital
8,95 % en droits de vote

3.1.9.Participation des salariés au capital

En application des dispositions de l'article L. 225-102 du Code de commerce, nous vous signalons que les salariés de la Société et des sociétés liées ne détiennent aucune participation dans le capital de notre Société dans le cadre d'un plan d'épargne d'entreprise ou d'un fonds commun de placements d'entreprise.

3.1.10.Examen des comptes et résultats

Nous vous précisons tout d'abord que les comptes qui vous sont présentés ont été établis selon les mêmes règles de présentation et les mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes. Un rappel des comptes de l'exercice précédent est fourni à titre comparatif.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2009, le chiffre d'affaires s'est élevé à 25.638.118 euros contre 24.382.296 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 5,2%.

Le total des produits d'exploitation s'élève à 25.856.966 euros.

Les autres achats et charges externes s'élèvent à 22.114.963 euros, contre 20.634.200 euros pour l'exercice précédent, soit une augmentation de 7,2%.

Les impôts et taxes s'élèvent à 256.836 euros, contre 281.547 euros pour l'exercice précédent.

Le montant des traitements et salaires s'élève à 2.565.771 euros contre 2.580.806 euros pour l'exercice précédent, soit une baisse de 0,6%.

Le montant des cotisations sociales et avantages sociaux s'élève à 1.109.944 euros contre 1.097.957 euros pour l'exercice précédent, soit une augmentation de 1,1%.

Les amortissements ont été normalement pratiqués et la dotation de l'exercice s'élève à 258.756 euros, soit 1% du chiffre d'affaires. Les dotations aux provisions se sont élevées à 114.576 euros, soit 0,4% du chiffre d'affaires.

Les charges d'exploitation de l'exercice ont atteint au total 26.501.263 euros contre 25.021.345 euros pour l'exercice précédent, soit une augmentation de 5,9%.

Le résultat d'exploitation s'établit pour à -644.297 euros, contre -100.528 euros pour l'exercice précédent.

Le résultat financier ressort pour l'exercice à -24.843 euros, contre 11.691 euros pour l'exercice précédent.

Le résultat courant avant impôts, tenant compte de ce résultat financier, s'établit à -669.141 euros contre -88.837 euros pour l'exercice précédent.

Le résultat exceptionnel s'élève à -3 268 981 euros, contre -268.871 euros pour l'exercice précédent.

L'effet d'impôt sur les bénéfices génère un impact positif de 107.998 euros contre 8.153 euros pour l'exercice précédent.

L'exercice clos le 31 décembre 2009 se traduit par une perte de 3 830 123 euros contre une perte de 349.555 euros pour l'exercice précédent.

3.1.10.1. Proposition d'affectation de résultat

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes) tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître une perte de 3.830.123 euros.

Compte tenu de l'existence d'un report à nouveau déficitaire s'élevant à -4.790.212 euros, nous vous proposons de bien vouloir décider d'affecter la perte de l'exercice à ce compte de « report à nouveau » qui passera ainsi à -8.620.335 euros.

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons qu'aucune distribution de dividende n'a été effectuée au titre des trois derniers exercices.

3.1.10.2. Décision à prendre dans le cadre des dispositions de l'article L.225-248 du Code de commerce

Nous vous rappelons que dans l'hypothèse où vous accepteriez l'affectation de résultat qui vous est proposé par le Conseil d'administration comme vu précédemment, les capitaux propres de la Société s'établiraient à 2.106.862 euros, soit moins de la moitié du capital social.

En pareil cas, l'article [L 225-248 du Code de commerce](#) prévoit que les actionnaires doivent décider, dans les quatre mois suivant l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Dans un souci de simplification des formalités et de diminution des coûts, le Conseil d'administration décide d'inclure ce point à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale, qui devra de ce fait revêtir la forme d'une assemblée générale mixte.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la Société dispose d'un délai de deux exercices, outre l'exercice en cours, pour porter le montant des capitaux propres au minimum de la moitié du capital social.

3.1.10.3. Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater et 223 quinquies du Code Général des Impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge un montant global de dépenses de 21.658 euros non déductibles fiscalement, au regard de l'article 39-4 dudit Code.

Par conséquent l'impôt supporté en raison desdites dépenses et charges s'élèvent à 7.219 euros.

3.1.10.4. Tableaux des résultats des 5 derniers exercices

Au présent rapport est annexé, conformément aux dispositions de l'article R225-102 du code de commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de la société au cours de chacun des cinq derniers exercices (Note 3.2).

3.1.10.5. Conventions visées par l'article L. 225-38 du Code de Commerce

Nous vous demandons d'approuver les conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de Commerce, conclues au cours de l'exercice écoulé ou d'exercices antérieurs.

Vos Commissaires aux Comptes ont été dûment avisés de ces conventions qu'ils ont décrites dans leur rapport spécial.

3.1.10.6. Tableau des Délégations au conseil d'administration en matière d'augmentation de capital

Conformément à l'ordonnance du 24 juin 2004, le tableau ci-dessus récapitule les délégations en cours de validité accordées par l'Assemblée Générale des actionnaires de la Société au Conseil d'Administration dans les domaines des augmentations de capital :

AGE au cours de laquelle a été donnée délégation au Conseil D'administration	Description de la délégation donnée	Utilisation faite au cours de l'exercice 2009
AGE du 25 juin 2004 (Plan 2004)	Délégation d'augmenter le capital par incorporation du prix de souscription payé par les bénéficiaires suite à l'exercice de BSPCE selon les conditions du plan 2004 arrêté par le conseil d'administration du 26 novembre 2004 (prix de souscription par action de 2,75 €).	Non utilisée au cours de l'exercice 2009. Cette délégation n'est plus valable depuis le mois de novembre 2009.
AGE du 27 juin 2008 (Plan 2009)	Délégation d'attribuer aux salariés de Newtech Interactive des BSPCE, Durée 12 mois. Plafond fixé à un nombre total de 120 000 bons, prix d'exercice 2,75 €,	Utilisée au cours de l'exercice 2009- conseil d'administration du 26 juin 2009
AGE du 27 juin 2008 (Plan 2009)	Délégation d'augmenter le capital par incorporation du prix de souscription payé par les bénéficiaires suite à l'exercice de BSPCE selon les conditions du plan 2009 arrêté par le conseil d'administration du 26 juin 2009 (prix de souscription par action de 2,75 €).	Non Utilisée au cours de l'exercice 2009

3.1.11. Administration et contrôle de la société

- Conseil d'administration :

Monsieur Eric LABARBARIE, Président Directeur Général

Celui-ci a été renouvelé dans ses fonctions d'administrateur lors de l'Assemblée Générale mixte du 29 juin 2005 pour une durée de 6 années soit jusqu'à l'Assemblée Générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Monsieur Eric LABARBARIE a été nommé Président Directeur Général lors de la réunion du Conseil d'Administration intervenu le 26 juin 2009.

Monsieur René CARRILLO, Directeur Général Délégué

Celui-ci a été renouvelé dans ses fonctions d'administrateur lors de l'Assemblée Générale mixte du 29 juin 2005 pour une durée de 6 années soit jusqu'à l'Assemblée Générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Monsieur René CARRILLO a été nommé Directeur Général Délégué lors de la réunion du Conseil d'Administration intervenu le 26 juin 2009.

Monsieur Jean Luc LABARBARIE.

Celui-ci a été renouvelé dans ses fonctions d'administrateur lors de l'Assemblée Générale mixte du 29 juin 2005 pour une durée de 6 années soit jusqu'à l'Assemblée Générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

- Commissaires aux Comptes :

Concernant les Commissaires aux comptes titulaires :

- la société EXCO A2A TOULOUSE, dont le siège social est 110 avenue de Lespinet 31400 Toulouse
- la société ACG AUDIT CONSULTING GROUP, dont le siège social est situé 43 rue Corneille, Bâtiment C, 31100 Toulouse,

Concernant les Commissaires aux comptes suppléants :

- Madame Béatrice Gaulier, domiciliée 110 avenue de Lespinet 31400 Toulouse
- Monsieur Jean François Laffont, domicilié 43 rue Corneille, Bâtiment C, 31100 Toulouse

Leur mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

3.1.12. Renseignements concernant les mandataires sociaux

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, nous vous rendons compte dans la liste ci-après de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toutes sociétés par chacun des mandataires sociaux au cours de l'exercice écoulé.

Nom, prénom du mandataire social	Sociétés dans laquelle les mandats ou fonctions ont été exercées	Nature du mandat social	Nature des fonctions (salariées ou autres)
CARRILLO René	Newtech Interactive SA Netamerica Lineatel Newtech Online Newtech Ibéria	Directeur Général Délégué Président jusqu'au 14 juillet 2010 Président Gérant Président	
LABARBARIE Eric	Newtech Interactive SA SCI Mulhouse M Target	Président Directeur Général Gérant Gérant jusqu'au 3 août 2010	
LABARBARIE Jean-Luc	Newtech Interactive SA Labarbarie et Fils SARL	Administrateur Gérant	Salarié
FAUGERAS Stéphane jusqu'au 5 juillet 2010	Yellow investment Helios Service	Gérant Gérant jusqu'au 6 mai 2010	

3.1.13.Rémunérations et avantages reçus par les mandataires sociaux

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, nous vous rendons compte ci-après de la rémunération totale et des avantages de toute nature reçus, durant l'exercice, par chaque mandataire social, de la Société ou des sociétés qu'elle contrôle.

NOM, PRENOM DU MANDATAIRE SOCIAL	DESIGNATION DE LA SOCIETE AYANT VERSE LES REMUNERATIONS	MONTANT TOTAL DES REMUNERATIONS REÇUES	MONTANT DES AVANTAGES DE TOUTE NATURE REÇUS
CARRILLO RENE	NEWTECH INTERACTIVE SA 3 CHEMIN DU PIGEONNIER DE LA CEPIERE 31081 TOULOUSE CEDEX	114.000 €	6.215 €
LABARBARIE ERIC	NEWTECH INTERACTIVE SA 3 CHEMIN DU PIGEONNIER DE LA CEPIERE 31081 TOULOUSE CEDEX	114.000 €	7.175 €
FAUGERAS STEPHANE	NEWTECH INTERACTIVE SA 3 CHEMIN DU PIGEONNIER DE LA CEPIERE 31081 TOULOUSE CEDEX	6.000 €	0 €

3.1.14.Informations relatives aux BCE :

Nous vous rappelons que votre conseil d'administration, réuni le 26 novembre 2004 et délibérant sur autorisation de l'assemblée générale extraordinaire en date du 25 juin 2004, avait procédé à l'attribution de 130 000 bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (BCE), donnant droit chacun de souscrire une action de la Société selon diverses modalités et conditions et notamment un prix de 2,75 euros. Nous vous précisons qu'à ce jour, il ne reste plus de bons en cours de validité, le délai d'exercice ayant expiré au mois de novembre 2009.

Nous vous rappelons que votre conseil d'administration, réuni le 26 juin 2009 et délibérant sur autorisation de l'assemblée générale extraordinaire en date du 27 juin 2008, avait procédé à l'attribution de 120 000 bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (BCE), donnant droit chacun de souscrire une action de la Société selon diverses modalités et conditions et notamment un prix de 2,75 euros. Nous vous précisons qu'à ce jour, il reste 120 000 bons en cours de validité.

3.1.15.Informations relatives aux actions gratuites:

Nous vous informons qu'aucun plan d'action d'attribution d'actions gratuites n'a été autorisé au cours de l'exercice.

Concernant les anciens plans d'attribution, nous vous informons que l'attribution définitive et le transfert de propriété des actions gratuites attribuées est intervenu (la période de conservation de 2 ans ayant expiré).

3.2.Résultats (et autres éléments caractéristiques) de la société au cours des cinq derniers exercices

Date d'arrêté	31/12/2009	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Durée de l'exercice (mois)	12	12	12	12	12
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	10 057 732	10 057 732	10 057 732	10 024 353	9 988 353
Nombre d'actions					
- ordinaires	4 470 103	4 470 103	4 470 103	4 455 268	4 439 268
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	25 638 118	24 382 296	23 706 761	2 417 462	3 877 005
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	-624 759	18 850	-3 364 709	-3 136 919	-69 312
Impôts sur les bénéfices	-107 998	-8 153	31 183	-376 349	-334 957
Participation des salariés	0	0	0	0	0
Dot. nettes, amortissements et provisions	3 313 363	376 558	-4 212 701	487 584	1 527 091
Résultat net	-3 830 123	-349 555	816 810	-3 248 053	-1 261 446
Résultat distribué					
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, Avant dot. amortissements, provisions	0	0	0	0	0
Résultat après impôt, participation					
Dot. amortissements et provisions	0	0	0	0	0
Dividende attribué	0	0	0	0	0
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	64	66	72	15	15
Masse salariale	2 565 771	2 580 806	2 587 540	801 804	755 890
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	1 109 944	1 097 957	1 065 593	327 034	323 244

3.3.Bilan actif

	Montant Brut	Amortissements	31/12/2009	31/12/2008
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets et droits similaires	2 138 569	1 661 191	477 379	533 213
Fonds commercial	12 409 343	10 341 249	2 068 094	5 213 094
Autres immobilisations incorporelles	5 054	5 054		
Avances, acomptes sur immo. Incorporelles	11 038		11 038	9 919
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage	256 894	256 894		112
Autres immobilisations corporelles	680 733	570 305	110 427	140 319
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	232 966	19 112	213 854	211 110
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	1 346	1 346		
Prêts				
Autres immobilisations financières	56 067		56 067	56 729
ACTIF IMMOBILISE	15 792 009	12 855 151	2 936 858	6 164 497
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	8 451 213	178 387	8 272 826	6 375 878
Autres créances	2 869 372	20 789	2 848 583	3 544 894
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres)				
Disponibilités	417 326		417 326	1 769 871
COMPTE DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	110 609		110 609	302 895
ACTIF CIRCULANT	11 848 520	199 176	11 649 344	11 993 538
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif	606		606	
TOTAL GENERAL	27 641 136	13 054 327	14 586 809	18 158 035

3.4.Bilan passif

	31/12/2009	31/12/2008
Capital social ou individuel	10 057 732	10 057 732
Primes d'émission, de fusion, d'apport	404 165	404 165
Ecarts de réévaluation		
Réserve légale	84 695	84 695
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées	180 606	180 606
Autres réserves		
Report à nouveau	-4 790 212	-4 440 657
RESULTAT DE L'EXERCICE	-3 830 123	- 349 555
Subventions d'investissements		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	2 106 862	5 936 986
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	106 312	22 828
Provisions pour charges		
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	106 312	22 828
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	705 682	1 107 822
Emprunts et dettes financières divers	35 791	588
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 960 824	8 421 082
Dettes fiscales et sociales	2 550 582	2 527 390
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	384	384
Autres dettes	21 806	41 535
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	98 567	97 996
DETTES	12 373 634	12 196 797
Ecarts de conversion passif		1 424
TOTAL GENERAL	14 586 809	18 158 035

3.5.Compte de résultat en liste (première partie)

	France	Exportation	31/12/2009	31/12/2008
Ventes de marchandises	83 977	1 660	85 637	77 638
Production vendue de biens				
Production vendue de services	25 521 746	30 735	25 552 481	24 304 658
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	25 605 724	32 394	25 638 118	24 382 296
Production stockée				
Production immobilisée			155 008	91 991
Subventions d'exploitation			6 013	252 798
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			55 195	193 677
Autres produits			2 632	56
PRODUITS D'EXPLOITATION			25 856 966	24 920 817
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			417	
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			22 114 963	20 634 200
Impôts, taxes et versements assimilés			256 836	281 547
Salaires et traitements			2 565 771	2 580 806
Charges sociales			1 109 944	1 097 957
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			258 756	233 634
Sur immobilisations : dotations aux provisions				750
Sur actif circulant : dotations aux provisions			25 341	84 096
Pour risques et charges : dotations aux provisions			89 235	22 828
Autres charges			80 000	85 527
CHARGES D'EXPLOITATION			26 501 263	25 021 345
RESULTAT D'EXPLOITATION			-644 297	-100 528
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			6 797	
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			19 504	35 019
Reprises sur provisions et transferts de charges			5 579	63 080
Différences positives de change			2 262	621
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			34 142	98 720
Dotations financières aux amortissements et provisions			3 481	5 579
Intérêts et charges assimilées			54 416	77 192
Différences négatives de change			1 088	4 259
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			58 985	87 029
RESULTAT FINANCIER			-24 843	11 691
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-669 141	-88 837

3.6.Compte de résultat en liste (deuxième partie)

	31/12/2009	31/12/2008
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	4 371	17 154
Produits exceptionnels sur opérations en capital	96 774	1 102
Reprises sur provisions et transferts de charges	181 414	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	282 559	18 256
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	154 711	63 843
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	223 914	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	3 172 914	223 283
CHARGES EXCEPTIONNELLES	3 551 540	287 126
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-3 268 981	-268 871
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	-107 998	- 8 153
TOTAL DES PRODUITS	26 173 667	25 037 792
TOTAL DES CHARGES	30 003 790	25 387 347
BENEFICE OU PERTE	-3 830 123	-349 555

3.7. Annexe au bilan et au compte de résultat

L'exercice de la société Newtech Interactive, d'une durée de 12 mois, recouvre la période du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2009.

Le bilan au 31 décembre 2009 présente un total de 14 586 809 € contre 18 158 035 € au 31 décembre 2008.

Le compte de résultat de l'exercice 2009, présenté sous forme de liste, dégage un résultat net de -3 830 123 € contre -349 555 € sur l'exercice 2008.

Les commentaires et les tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels. Les états financiers sont présentés en euros sauf indication particulière.

3.7.1. Faits significatifs de l'exercice

3.7.1.1. Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE)

Nous vous rappelons que votre conseil d'administration, réuni le 26 novembre 2004 et délibérant sur autorisation de l'assemblée générale extraordinaire en date du 25 juin 2004, avait procédé à l'attribution de 130 000 bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (BCE), donnant droit chacun de souscrire une action de la Société selon diverses modalités et conditions et notamment un prix de 2,75 euros. Nous vous précisons qu'à ce jour, il ne reste plus de bons en cours de validité, le délai d'exercice ayant expiré au mois de novembre 2009.

Nous vous rappelons que votre conseil d'administration, réuni le 26 juin 2009 et délibérant sur autorisation de l'assemblée générale extraordinaire en date du 27 juin 2008, avait procédé à l'attribution de 120 000 bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (BCE), donnant droit chacun de souscrire une action de la Société selon diverses modalités et

conditions et notamment un prix de 2,75 euros. Nous vous précisons qu'à ce jour, il reste 120 000 bons en cours de validité.

3.7.1.2.Actions gratuites

Nous vous informons qu'aucun plan d'action d'attribution d'actions gratuites n'a été autorisé au cours de l'exercice.

Concernant les anciens plans d'attribution, nous vous informons que l'attribution définitive et le transfert de propriété des actions gratuites attribuées est intervenu (la période de conservation de 2 ans ayant expiré).

3.7.1.3.Cession du fonds de commerce lié à l'activité Voyance Audiotel

Le fonds de commerce lié à l'activité Voyance Audiotel a été cédé au cours de l'exercice, ce fonds de commerce étant déprécié en totalité dans les comptes de Newtech Interactive.

La vente de ce fonds de commerce a été réalisée pour un prix fixe de 75.000 € avec une partie variable établit sur 13 mois et plafonnée à 75.000 €.

L'impact sur les comptes au 31 décembre 2009 est le suivant :

- Produits exceptionnels pour 261 K€ (dont reprise de la provision pour dépréciation de ce fonds de commerce pour 181 K€),
- Charges exceptionnelles pour 181 K€ traduisant la sortie d'actif,
- Charges de personnel induites par la cession pour 55 K€.

3.7.1.4.Fermeture de l'établissement de Nice en charge de la hotline

La fermeture de l'établissement de Nice en charge de la hotline est intervenue au cours de l'exercice 2009. Les coûts de personnel liés à cette fermeture s'élèvent à 34 K€ au 31 décembre 2009.

3.7.1.5.Créances Clients et Disponibilités

Une créance d'un montant de 1,4 M€, détenue sur un opérateur de premier rang et dont le règlement devait être réalisé le 31 décembre 2009, a été encaissée le 3 janvier 2010. En l'absence de ce décalage de règlement, l'impact sur le bilan actif est le suivant :

- Créances clients : -1,4 M€ soit un total retraité de 6,9 M€ de créances clients en net
- Disponibilités : +1,4 M€ soit un total retraité de 1,8 M€ de disponibilités

3.7.2.Événements postérieurs à la clôture

Le Conseil d'administration de la société Newtech Interactive a arrêté les comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2009 dans sa séance du 3 mai 2010. Compte tenu d'événements postérieurs significatifs survenus en juin 2010, ce même conseil a décidé le 21

juin 2010 de demander le report de l'assemblée générale prévue initialement le 29 juin 2010. Dans ses séances du 5 juillet 2010 et du 30 juillet 2010, le conseil a pris la décision d'arrêter l'activité SMS et de céder des actifs non stratégiques afin de se recentrer sur son activité d'opérateur Telecom. Cette décision a été motivée par une baisse significative des trafics SMS à compter de mai 2010.

Les cessions d'actifs réalisés ont été les suivants :

- Cession des titres et des comptes courants des sociétés filiales Africaines (NEWTECH AFRICA TOGO, NEWTECH AFRIK TOGO, NEWTECH AFRIK BENIN, NEWTECH GLOBAL INTERACTIVE LTD, NEWTECH AFRICA LIMITED, NEWTECH AFRIK RDC, NEWTECH AFRIK RC, NEWTECH AFRIK CI, NEWTECH AFRIK CAMEROUN, NEWTECH AFRIK GHANA) à la société M TARGET au 6 juillet 2010 ;
- Cession des titres de la société M TARGET au 1er août 2010 à deux cadres de la société Newtech Interactive, licenciés en juillet 2010. Cette cession s'est accompagnée d'une reprise de 6 salariés au sein de la société M Target ;
- Cession des titres des sociétés NEWTECH ONLINE et NET AMERICA au 14 juillet 2010 à la société DIGITAL MEDIA SYNERGIES SL assortie d'un abandon de créances au profit de NETAMERICA ;
- Cession de l'activité Voyance Web au 14 juillet 2010 à la société DIGITAL MEDIA SYNERGIES SL
- Cession de la branche d'activité Web dating au 1^{er} août 2010 à la société SALAMANDRA

Par ailleurs, Le conseil a autorisé un abandon de créances avec clause de retour à meilleure fortune au profit de LINEATEL. Des négociations sont en cours pour la cession future d'actifs comme le fonds de commerce ALLOKIDS.

Un plan de restructuration devant permettre au Groupe de se recentrer sur ses activités stratégiques d'opérateur Telecom a été déployé. Ce plan s'est notamment traduit par la réalisation d'un licenciement collectif pour motif économique de 17 salariés et des licenciements individuels de 11 autres salariés.

Le coût de la restructuration qui impactera les comptes de l'exercice 2010 a été estimé à un montant de l'ordre de 690 K€. Cette charge est principalement constituée du coût de sortie du personnel licencié.

Cette restructuration visant à éviter des difficultés économiques durables et présentant de nouvelles perspectives de profitabilité, la continuité d'exploitation n'est pas remise en cause à ce jour.

Les cessions d'actifs opérées en 2010 affectent de façon significative les estimations retenues pour l'établissement des comptes annuels arrêtés en conseil d'administration en date du 3 mai 2010. Ainsi les modifications suivantes ont été apportées :

- Le fonds de commerce SMS qui n'est plus exploité et dont la valeur nette comptable s'élevait à 2 695 K€ a fait l'objet d'une dépréciation exceptionnelle à hauteur de 2 695 K€ au 31 décembre 2009 ;

- Compte tenu du recentrage de la Société sur son activité d'opérateur télécom, le fonds de commerce 3G a également été totalement déprécié. La dépréciation constatée en charge exceptionnelle s'élève à 357 K€ au 31 décembre 2009 ;
- Par ailleurs, la négociation en cours et amorcée fin septembre 2010 pour la cession du fonds de commerce Allokids fait apparaître une valeur de vente estimée à 110 K€. Cet actif étant inscrit au bilan à 200 K€ en valeur brute, une dépréciation exceptionnelle de 90 K€ a été constatée au 31 décembre 2009 ;
- Enfin, les actifs non amortis au 31 décembre 2009 concernant des activités cédées ou abandonnées au cours de l'exercice 2010 ont fait l'objet d'un amortissement exceptionnel et d'une dépréciation exceptionnelle pour 31 K€ afin d'obtenir une valeur nette nulle.

3.7.3.Règles et méthodes comptables

3.7.3.1.Principes généraux

Les conventions générales comptables françaises ont été appliquées dans le respect de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

3.7.3.2.Modes et méthodes d'évaluation

3.7.3.2.1.Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent notamment le mali technique généré par la fusion réalisée en 2007 (fusion absorption par Newtech Interactive de Newtech Multimedia, MVD Multimedia, Call Media, Helios Telematique, Aliasystem, Infoline et Proxijob) et inscrit en fonds de commerce :

- Activité Messagerie SMS (2.695.000 €)
- Activité 3G (467.000 €)
- Activité GRC (1.933.094 €)

Conformément à la réglementation en vigueur, un test d'impairment est réalisé afin d'évaluer la valeur actuelle des fonds de commerce. Une dépréciation est constatée pour ramener les immobilisations incorporelles non rentables à leur valeur actuelle, si la valeur actuelle est notablement inférieure à la valeur nette comptable.

Compte tenu des évènements postérieurs à la clôture décrits au § 3.7.2, les fonds de commerce liés aux activités SMS ont été totalement dépréciés au 31 décembre 2009. Ces dépréciations ont été constatées en charges exceptionnelles pour 2.695 K€ pour le fonds de commerce Activité Messagerie SMS et 357 K€ pour le fonds de commerce 3G.

Concernant le fonds de commerce Activité GRC, l'approche retenue pour le test de valorisation est fondée sur l'actualisation des résultats opérationnels analytiques prévisionnels sur 3 ans (2010, 2011, 2012) de cette activité. Ce test d'impairment est révisé sur une base périodique, selon la même méthodologie, pour apprécier la valeur du fonds de commerce inscrits dans les comptes sociaux.

Par ailleurs, la négociation entamée fin septembre 2010 pour céder le fonds de commerce Allokids acquis en 2007 pour 200 K€ fait apparaître une valeur de cession espérée à 110 K€. Une dépréciation en charge exceptionnelle de 90 K€ est par conséquent constatée afin de ramener la valeur du fonds de commerce Allokids à sa valeur de marché.

Ainsi, au 31 décembre 2009, les fonds de commerce sont dépréciés à l'actif comme suit :

- Activité Messagerie SMS pour 2.695 K€ (dépréciation 2009)
- Activité 3G pour 467 K€ (dont dépréciation de l'exercice 2009 pour 357 K€)
- Allokids pour 90 K€ (dépréciation 2009)

3.7.3.2.2. Autres Immobilisations incorporelles

Les concessions, brevets et droits similaires sont composés essentiellement de logiciels et de marques.

Les autres immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Les immobilisations générées en interne sont valorisées à leur coût de production.

Ce coût tient compte des salaires et des charges de personnels liés aux personnes directement engagées pour générer l'actif en tenant compte du temps passé à sa production.

A la clôture de l'exercice, une immobilisation incorporelle est dépréciée si sa valeur actuelle est inférieure à sa valeur nette comptable.

L'amortissement de ces immobilisations est calculé suivant la méthode linéaire, en fonction des durées d'utilisation dont les principales sont mentionnées dans le tableau ci-dessous :

	Durée	Méthode
Logiciels	3 à 5 ans	Linéaire
Marques	N.A.	Linéaire
Droits photos et vidéos	5 ans	Linéaire

Un amortissement exceptionnel est constaté, le cas échéant, pour prendre en compte les dépréciations complémentaires résultant d'une réduction de la durée de vie des immobilisations incorporelles.

Les évènements postérieurs à la clôture relatés au § 3.7.2 ont conduit à procéder à un amortissement exceptionnel de 29 K€ et une dépréciation exceptionnelle de 2 K€ sur les immobilisations incorporelles utilisées sur des activités cédées ou abandonnées au cours de l'exercice 2010.

3.7.3.2.3. Immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, hors frais d'acquisition.

Les amortissements sont calculés en fonction des durées d'utilisation.

Les durées et méthodes d'amortissement les plus généralement retenues sont les suivantes :

	Durée	Méthode
Matériel industriel	3 ans	Linéaire
Installations générales, agencements, aménagements divers	5 à 10 ans	Linéaire
Matériel de bureau et informatique	2 à 5 ans	Linéaire
Mobilier	5 ans	Linéaire

Un amortissement exceptionnel est constaté, le cas échéant, pour prendre en compte les dépréciations complémentaires résultant d'une réduction de la durée de vie des immobilisations.

3.7.3.2.4. Immobilisations financières

Les titres de participation sont inscrits au bilan à leur valeur d'acquisition hors frais accessoires. Si cette valeur est supérieure à leur valeur d'utilité, une provision pour dépréciation est constatée pour la différence.

La valeur d'utilité correspond à la quote-part de capitaux à laquelle les titres ouvrent droit, corrigée le cas échéant, pour tenir compte de l'intérêt stratégique de la participation pour le Groupe, des perspectives d'évolution et de résultats, ainsi que de la valeur vénale par référence aux conditions de marché.

Lorsqu'une filiale présente une situation nette négative et que la Société a une obligation juridique ou implicite de soutien envers cette filiale, une provision globale couvrant l'obligation de soutien est constituée à la clôture de l'exercice. La provision totale s'impute dans l'ordre suivant : titres, créances, compte courant et provision pour risque à concurrence du complément.

3.7.3.2.5. Créances et dettes

Les créances et dettes sont évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances sont, le cas échéant, dépréciées pour tenir compte des risques de non recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

3.7.3.2.6. Provision pour risques et charges

Elles sont destinées à couvrir des risques et des charges nettement précisées quant à leur objet et que des événements survenus ou en cours à la clôture de l'exercice rendent probables.

Lorsque des litiges existent avec des tiers, les provisions sont constituées selon l'hypothèse qui paraît la plus probable eu égard aux arguments dont dispose la société.

3.7.3.2.7.Engagement en matière de retraite

Lors du départ en retraite, le personnel de la Société perçoit des indemnités de fin de carrière selon les règles définies dans la convention collective ou l'accord d'entreprise. Au 31 décembre 2009, l'engagement de la Société est évalué à 109 923 euros (charges sociales incluses) contre 82 336 euros au titre de l'exercice précédent.

Le montant de l'engagement est calculé selon une méthode rétrospective actuarielle qui tient compte du taux de rotation des salariés, de leur espérance de vie, du taux de progression des salaires et d'un taux d'actualisation.

3.7.3.2.8.Impôts sur les sociétés

Newtech Interactive est depuis le 1^{er} janvier 1999 la tête d'une convention d'intégration fiscale comprenant également Hélios Service, MTarget et Wonderland .

Les modalités d'application de cette convention d'intégration fiscale sont les suivantes :

- la charge d'impôt supportée par les filiales intégrées est la même qu'en absence d'intégration fiscale,
- l'économie d'impôt réalisée grâce aux mécanismes de l'intégration fiscale est prise en compte dans le résultat de la société mère Newtech Interactive pour 77 051 euros.

Nous n'aurions eu aucun impôt à acquitter dans le cas où notre entreprise aurait été imposée séparément.

3.7.4.Renseignements divers

3.7.4.1.Liste des filiales du Groupe

Société	% détention	Capitaux propres	Résultat	N° Siret
HELIOS SERVICE	100.00%	548 572	41 767	39 054 625 700 051
M TARGET	100.00%	116 366	110 481	490 990 819 000 16
WONDERLAND	100.00%	8 128	653	500 764 584 000 16
LINEATEL	51.00%	<122 157>	9 860	n/a
NEWTECH MULT. IBERIA	55.00%	85 053	-1 440	n/a
NETAMERICA	90.00%	<161 198>	<83 773>	n/a
NEWTECH AFRICA TOGO	40.00%	5 855	4 331	n/a
NEWTECH AFRIK BENIN (1)	35.00%	12 315	10 790	n/a
NEWTECH ON LINE (1)	99.97%	<9 136>	<12 146>	n/a
NEWTECH AFRIK CI (1)	35.00%	n/d	n/d	n/a
NEWTECH AFRIK CAMEROUN (1)	35.00%	n/d	n/d	n/a
NEWTECH AFRIK TOGO (1)	35.00%	n/d	n/d	n/a

Les éléments du bilan des sociétés dont la devise de fonctionnement est différente de l'euro ont été convertis au taux de clôture et les éléments du compte de résultat au taux moyen de la période clôturée.

(1) sociétés créées au cours de l'exercice 2009.

Newtech Interactive est la société consolidante.

3.7.4.2.Charges d'avance, Charges à payer et produits à recevoir

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	2009	2008
LOYER IMMOBILIER ET CHARGES LOCATIVES	46 898 €	48 523 €
PUBLICITE	7 359 €	177 289 €
LEASING ET LOCATIONS MOBILIERES, MAINTENANCE	11 063 €	14 272 €
HONORAIRES DIVERS, COTISATIONS, LICENCES	30 731 €	38 426 €
FRAIS TELEPHONE ET ABONNEMENT AUDIOTEL	12 260 €	14 178 €
AUTRES	2 298 €	10 207 €
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	110 609 €	302 895 €

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	2009	2008
ABONNEMENTS AUX SERVICES	98 567	96 925
DIVERS		1 071
TOTAL DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	98 567	97 996

CHARGES A PAYER	2009	2008
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES		
Intérêts courus	2 785	4 054
Intérêts bancaires à payer	7 870	7 265
DETTES FOURNISSEURS ET CPTES RATTACHES		
Factures non parvenues	5 127 719	3 275 712
DETTES FISCALES ET SOCIALES		
congés à payer	160 238	181 470
primes à payer	66 848	42 187
Personnel autres charges a payer	54 893	
charges sur congés à payer	67 302	75 317
charges sur primes à payer	28 508	5 880
Charges sociales a payer	7 569	429
Etat, charges à payer	126 047	51 133
Etat, Form. continue à payer	45 881	49 755
Etat, taxe apprentissage à payer	16 075	17 307
AUTRES DETTES		
Clients avoirs a établir	9 936	30 459
TOTAL DES CHARGES A PAYER	5 721 671	3 740 968
PRODUITS A RECEVOIR	2009	2008
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		
Clients factures à établir	81 060	443 813
AUTRES CREANCES		
Charges sociales à recevoir		
Avoir à recevoir	246 708	211 398
Charges sociales à recevoir	8 977	5 802
Etat produits à recevoir	257	23 820
Divers produits à recevoir	8 518	929
TOTAL DES PRODUITS A RECEVOIR	345 520	685 762

3.7.4.3.Engagements

NATURE DES ENGAGEMENTS FINANCIERS	Montant
EFFETS ESCOMPTES NON ECHUS	0
AVAL ET CAUTIONS	14.400
NANTISSEMENTS SUR FONDS DE COMMERCE (capital restant dû à la clôture de l'exercice)	695.028
COVENANTS FINANCIERS (capital restant dû à la clôture de l'exercice)	273.472
OPERATIONS D'ECHANGE DE TAUX (SWAP)	133.333
ENGAGEMENT EN MATIERE DE RETRAITE	109.923
CREANCES DAILLY NON ECHUES	0
TOTAL	1.226.156

Opérations de Dailly : l'engagement correspondant à des opérations de Dailly est inscrit en concours bancaires courants lors de la mise en place du crédit.

Covenants financiers : au 31 décembre 2009, l'échéancier de deux emprunts (montant initial de 200 K€ chacun) est subordonné au respect de ratios financiers. Par ailleurs, l'échéancier d'un emprunt souscrit au cours de l'exercice 2007 pour 400 K€ est subordonné à la non distribution de dividendes sur 3 ans.

Swap de taux : une opération d'échange de conditions d'intérêts a été conclue avec un établissement de crédit au cours de l'exercice précédent pour un montant nominal de 200 K€. La société Newtech Interactive paie un taux d'intérêt fixe à l'établissement de crédit et perçoit en contrepartie par ce dernier un taux d'intérêt variable. Cette opération permet la couverture d'un risque de taux sur un emprunt initialement souscrit à taux variable. Au 31 décembre 2009, la couverture de taux s'élève à 133 K€ et la charge sur les comptes de l'exercice s'établit à 6 K€.

Engagements de retraite : lors du départ en retraite, le personnel de la Société perçoit des indemnités de fin de carrière selon les règles définies dans la convention collective ou l'accord d'entreprise. Au 31 décembre 2009, l'engagement de la Société est évalué à 109 923 euros (charges sociales incluses).

Le montant de l'engagement est calculé selon une méthode rétrospective actuarielle qui tient compte du taux de rotation des salariés, de leur espérance de vie, du taux de progression des salaires et d'un taux d'actualisation.

Engagements en matière de droit individuel à la formation (DIF) :

Les salariés titulaires d'un CDI et disposant d'un an d'ancienneté au moins se voit reconnaître chaque année un droit individuel à la formation de 20 heures, pour un temps plein, cumulable sur une période de 6 ans, soit un droit maximum de 120 heures. Les droits individuels à la formation au titre du dernier exercice clos sont de 4486 heures.

3.7.4.4.Immobilisations

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisitions , apports, ...
FRAIS D'ETABLISSEMENT, DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	14 791 753		228 556
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales, agencements, aménagements			
Installations techniques, matériel et outillage industriels	256 894		
Installations générales, agencements, aménagements	337 216		7 713
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	344 317		3 212
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	938 427		10 925
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	232 791		5 143
Autres titres immobilisés	1 346		
Prêts et autres immobilisations financières	56 729		2 985
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	290 866		8 128
TOTAL GENERAL	16 021 046		257 528

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice
FRAIS ETABLISSEMENT, RECHERCHE, DEVELOPPEMENT AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		456 304	14 564 004
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions, installations générales, agencements			
Installations techn.,matériel et outillages industriels			256 894
Installations générales, agencements divers		4 726	340 203
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier		7 000	340 530
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		11 726	937 627
Participations évaluées par mise équivalence			
Autres participations		4 969	232 966
Autres titres immobilisés			1 346
Prêts et autres immobilisations financières		3 648	56 067
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		8 616	290 378
TOTAL GENERAL		476 647	15 792 009

3.7.4.5.Amortissements

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	fin d'exercice
FRAIS ETABLIS, RECHERCHE, DEVELOPMT AUTRES IMMO. INCORPORELLES	1 564 863	247 159	237 359	1 574 663
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions inst. générales, agencements				
Installations techniques, matériel et outillage	256 782	112		256 894
Installations générales, agencements	216 642	27 939	4 390	240 192
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	324 573	12 541	7 000	330 114
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	797 996	40 593	11 390	827 200
TOTAL GENERAL	2 362 859	287 752	248 748	2 401 862

3.7.4.6.Provisions

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers	0	0	0	0
Provisions pour investissement	0	0	0	0
Provisions pour hausse des prix	0	0	0	0
Amortissements dérogatoires	0	0	0	0
Dont majorations exceptionnelles de 30 %	0	0	0	0
Implantations étrangères avant 01/01/92	0	0	0	0
Implantations étrangères après 01/01/92	0	0	0	0
Provisions pour prêts d'installation	0	0	0	0
Autres provisions réglementées	0	0	0	0
PROVISIONS REGLEMENTEES	0	0	0	0
Provisions pour litiges	22 828	88 629	5 751	105 706
Provisions pour garanties données aux clients	0	0	0	0
Provisions pour pertes sur marchés à terme	0	0	0	0
Provisions pour amendes et pénalités	0	0	0	0
Provisions pour pertes de change	0	606	0	606
Provisions pour pensions, obligations similaires	0	0	0	0
Provisions pour impôts	0	0	0	0
Provisions pour renouvellement immobilisations	0	0	0	0
Provisions pour grosses réparations	0	0	0	0
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer	0	0	0	0
Autres provisions pour risques et charges	0	0	0	0
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	22 828	89 235	5 751	106 312
Provisions sur immobilisations incorporelles	7 470 664	3 143 582	181 414	10 432 831
Provisions sur immobilisations corporelles	0	0	0	0
Provisions sur titres mis en équivalence	0	0	0	0
Provisions sur titres de participation	21 681	3 009	5 579	19 112
Provisions sur autres immobilis. financières	1 346	0	0	1 346
Provisions sur stocks et en cours	0	0	0	0
Provisions sur comptes clients	196 666	25 341	43 621	178 387
Autres provisions pour dépréciation	20 317	472	0	20 789
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	7 710 674	3 172 404	230 614	10 652 465
TOTAL GENERAL	7 733 502	3 261 640	236 365	10 758 777
Dotations et reprises d'exploitation		114 577	49 372	
Dotations et reprises financières		3 481	5 579	
Dotations et reprises exceptionnelles		3 143 582	181 414	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				0

3.7.4.7.Créances et dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations	0	0	0
Prêts	0	0	0
Autres immobilisations financières	56 067	0	56 067
Clients douteux ou litigieux	38 777	38 777	0
Autres créances clients	8 412 436	8 412 436	0
Créance représentative de titres prêtés	0	0	0
Personnel et comptes rattachés	27 220	27 220	0
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	16 065	16 065	0
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfiques	30 947	30 947	0
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	1 936 241	1 936 241	0
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	0	0	0
Etat, autres collectivités : créances diverses	257	257	0
Groupe et associés	586 063	586 063	0
Débiteurs divers	272 579	272 579	0
Charges constatées d'avance	110 609	110 609	0
TOTAL GENERAL	11 487 261	11 431 194	56 067
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	0		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	0		
Prêts et avances consentis aux associés	0		

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	0	0	0	0
Autres emprunts obligataires	0	0	0	0
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	7 870	7 870	0	0
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	697 812	306 612	391 200	0
Emprunts et dettes financières divers	0	0	0	0
Fournisseurs et comptes rattachés	8 960 824	8 960 824	0	0
Personnel et comptes rattachés	283 701	283 701	0	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	306 658	306 658	0	0
Etat : impôt sur les bénéfiques	0	0	0	0
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	1 772 220	1 772 220	0	0
Etat : obligations cautionnées	0	0	0	0
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	188 003	188 003	0	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	384	384	0	0
Groupe et associés	35 791	35 791	0	0
Autres dettes	21 806	21 806	0	0
Dettes représentatives de titres empruntés	0	0	0	0
Produits constatés d'avance	98 567	98 567	0	0
TOTAL GENERAL	12 373 636	11 982 436	391 200	0
Emprunts souscrits en cours d'exercice	0			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	379 559			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés	0			

3.7.4.8.Variation des Capitaux propres

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		5 936 986
Distributions sur résultats antérieurs		0
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		5 936 986
Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital	0	0
Variations des primes liées au capital	0	0
Variations des réserves	0	0
Variations des subventions d'investissement	0	0
Variations des provisions réglementées	0	0
Autres variations	0	0
SOLDE	0	0
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition et résultat de l'exercice		5 936 986

3.7.4.9.Composition du Capital Social

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	4 470 103	0	0	2,25
Actions amorties	0	0	0	0
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote	0	0	0	0
Actions préférentielles	0	0	0	0
Parts sociales	0	0	0	0
Certificats d'investissements	0	0	0	0

3.7.4.10.Ventilation du Chiffre d'affaires en K€

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2009	Total 31/12/2008	% 2009/2008
Ventes de marchandises	84	2	86	78	10,30 %
Prestations de services	25 522	31	25 552	24 305	5,13 %
TOTAL	25 607	32	25 638	24 383	5,15 %

3.7.4.11.Charges et Produits exceptionnels

Nature des charges	Montant
Divers	795
V.N.C. des immobilisations incorporelles	217 422
V.N.C. des autres immobilisations	1 523
V.N.C. des titres de participations	4 969
Dépréciation immobilisations incorporelles	1 582
Dotations exceptionnelles sur immob.incorporelles	28 996
Dépréciation des fonds de commerce	3 142 000
Dommages et intérêts commerciaux	153 917
Dotations exceptionnelles pour mises au rebut	336
TOTAL	3 551 540

Nature des produits	Montant
Cessions d'immobilisations incorporelles	89 740
Cessions d'immobilisations corporelles	4 000
Sortie de titres de participations	3 034
Reprise de provision sur fonds de commerce cédé	181 414
Divers	4 371
TOTAL	282 559

3.7.4.12.Répartition de l'impôt sur les bénéfices

Répartition	Résultat avant impôt	Crédit Impôt théorique	report déficitaire à imputer	Impôt dû	Résultat net	
					théorique	comptable
Résultat courant à court terme	-669 141	-209 169			-459 972	-669 141
Résultat exceptionnel à court terme	- 3 268 981	- 102 798			-3 166 183	-3 268 981
Résultat exceptionnel à long terme						
Impôt société des filiales				77 051		77 051
Crédit d'impôt pour prospection commerciale				30 947		30 947
Participations des salariés aux fruits de l'expansion						
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs						
RESULTAT COMPTABLE	- 3 938 122	-311 967		107 998	-3 626 155	-3 830 124

3.7.4.13.Situation Fiscale différée et latente

Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR :	
Provisions réglementaires :	
Provisions pour hausse de prix	0
Provisions pour fluctuation des cours	0
Provisions pour investissements	0
Amortissements dérogatoires	0
Plus values sur fonds de commerce en sursis d'imposition	3 341 022
Subventions d'investissement	0
TOTAL ACCROISSEMENTS	3 341 022
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Congés payés	0
Participation des salariés	0
ORGANIC	12 899
A déduire ultérieurement :	
Provisions pour propre assureur	0
Provisions sur fonds de commerce	3 446 738
Autres	0
TOTAL ALLEGEMENTS	3 459 638

IMPOT DU SUR :	
Plus-values différées	
CREDIT A IMPUTER SUR :	
Déficits reportables Intégration Fiscale	1 148 620
Moins-values à long terme à 15% Intégration Fiscale	825 360

3.7.4.14.Transferts de charges

Nature des transferts	Montant
Divers	3 356
Remboursement leasing	1 071
Remboursement I J	-1 567
Remboursement formation	2 964
TOTAL	5 824

3.7.4.15.Effectif moyen

Effectifs	2009	2008
Cadre	33	30
Etam	31	36
TOTAL	64	66

3.7.4.16.Engagements de Crédit-bail

Rubriques	Terrains	Constructions	Matériel outillage	Autres immobilisations	Total
VALEUR D'ORIGINE	0	0	184 095		184 095
AMORTISSEMENTS					
Cumul exercices antérieurs	0	0	46 856	0	46 856
Exercice en cours	0	0	54 058	0	54 058
TOTAL	0	0	100 914	0	100 914
VALEUR NETTE	0	0	83 181	0	83 181
REDEVANCES PAYEES					
Cumul exercices antérieurs	0	0	34 743	0	34 743
Exercice en cours	0	0	60 347	0	60 347
TOTAL	0	0	95 090	0	95 090
REDEVANCES A PAYER					
A un an au plus	0	0	58 927	0	58 927
A plus d'un an et moins de 5 ans	0	0	43 609	0	43 609
A plus de cinq ans	0	0	0	0	0
TOTAL	0	0	102 536	0	102 536
VALEUR RESIDUELLE	0	0	1 841	0	1 841
Montant pris en charge ds exerc.	0	0	58 116	0	58 116

3.7.4.17.Rémunérations et avantages alloués aux organes d'administration et de direction

Conformément aux dispositions du décret du 29 Novembre 1983 (art.24-18), nous vous rendons compte ci-après de la rémunération totale et des avantages de toute nature reçus, durant l'exercice, par chaque mandataire social, de la Société ou des sociétés qu'elle contrôle.

NOM, PRENOM DU MANDATAIRE SOCIAL	DESIGNATION DE LA SOCIETE AYANT VERSE LES REMUNERATIONS	MONTANT TOTAL DES REMUNERATIONS REÇUES	MONTANT DES AVANTAGES DE TOUTE NATURE REÇUS
CARRILLO RENE	NEWTECH INTERACTIVE SA 3 CHEMIN DU PIGEONNIER DE LA CEPIERE 31081 TOULOUSE CEDEX	114 000 €	6 215 €
LABARBARIE ERIC	NEWTECH INTERACTIVE SA 3 CHEMIN DU PIGEONNIER DE LA CEPIERE 31081 TOULOUSE CEDEX	114 000 €	7 175 €
FAUGERAS STEPHANE	NEWTECH INTERACTIVE SA 3 CHEMIN DU PIGEONNIER DE LA CEPIERE 31081 TOULOUSE CEDEX	6 000 €	0 €

Les administrateurs ne perçoivent aucune rémunération à raison de leur fonction.

3.7.4.18. Parties liées

Eléments concernant les entreprises liées et les participations		
POSTES	montant concernant les entreprises	
	liées	avec lesquelles la sté a un lien de participation
Avances et acomptes sur immobilisations.....		
Participations.....	230 222	2 744
Créances rattachées a des participations.....		
Prêts cautions.....		
Avances et acomptes sur commandes (actif circulant).....		
Créances clients et comptes rattachés.....	612 907	3 569
Autres créances.....	530 019	54 197
Capital souscrit appelé non versé.....		
Emprunts obligataires convertibles.....		
Autres emprunts obligataires.....		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers.....	33 000	2 203
Avances et acomptes sur commandes en cours.....		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés.....	1 663 778	
Autres dettes.....		
Produits de participation.....	6 797	
Autres produits financiers.....	11 061	
Charges financières.....		